



Grèves: premier round - France: maillon faible de l'OTAN

La chiraquie déraile

30 janvier -- Pendant les deux premières semaines de janvier, jusqu'à la reprise des derniers dépôts SNCF le 15, les yeux des ouvriers partout dans le monde étaient tournés vers la France. Les travailleurs de l'EDF et de la RATP avaient suivi l'exemple des cheminots, en grève depuis le 18 décembre. Les employés des PTT cherchaient eux aussi à s'engouffrer dans la brèche. Et la grève des marins en était à sa quatrième semaine. Le mouvement social le plus important depuis vingt ans -- depuis la situation pré-révolutionnaire de Mai 68. Dès le début des grèves, nous en avons souligné l'enjeu: "Avec la grève de la SNCF, c'est toute la politique gouvernementale d'austérité anti-ouvrière qui est en jeu, d'abord dans le secteur public et nationalisé, puis dans l'ensemble de l'industrie [...]. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est une grève générale contre les attaques anti-ouvrières, anti-immigrés et anti-jeunes du gouvernement Mitterrand-Chirac" (le Bolchévik n°69, janvier).

Les ouvriers britanniques, américains ou ouest-allemands comprenaient bien que si leurs frères de classe français pouvaient gagner dans cette épreuve de force contre le gouvernement revanchard de Chirac qui, comme leur propre gouvernement, veut briser la classe ouvrière, et la mettre au pas pour la campagne impérialiste de guerre contre l'URSS, c'est leur propre capacité de lutte contre "leur" bourgeoisie qui en aurait été énormément renforcée. La vague de grèves a plongé le gouvernement dans une profonde paralysie qui inquiète et la bourgeoisie française et ses partenaires impérialistes.

Chirac a en effet pris les rênes du pouvoir en jurant à la bourgeoisie qu'il allait imposer la réaction sur toute la ligne -- un vaste projet de régression sociale contre les ouvriers, immigrés, jeunes. Aujourd'hui, il va de recul en camouflés: projets Devaquet et Monory, "amendement"



VA

La bataille du rail a plongé le gouvernement dans une crise profonde qui le paralyse.

Séguin sur la "flexibilité" des heures de travail, code de la nationalité. Ce gouvernement de "cohabitation" repose en particulier sur un consensus sur la politique extérieure antisoviétique (comme au Tchad). Mais il est précisément incapable de mener à bien la tâche de briser et embrigader la population, condition indispensable pour les préparatifs de guerre antisoviétiques des impérialistes. *La France est le maillon faible des gouvernements de l'OTAN antisoviétique.*

Les cheminots, qui ont été le phare des mobilisations, ont porté un coup très dur au gouvernement, même si leur grève s'est conclue par un match nul. Ils sont rentrés



à la tête haute, prêts à repartir à la moindre tentative de la direction SNCF de les sanctionner. La grève engagée par les cheminots était une grève contre la *politique* gouvernementale. Dès qu'elle prit de l'ampleur, Chirac lança une contre-offensive politique. La reprise du travail fut donc plutôt une retraite en bon ordre, plus ou moins consciente, de la part des grévistes qui sentaient qu'ils n'avaient pas les outils -- stratégie, programme, direction -- pour relever ce défi.

Pendant que les bureaucraties de FO et de la CFDT se faisaient les conseillers anti-68 auprès de Chirac, la direction de la CGT, qui

avait d'abord freiné des quatre fers, chercha à enfourcher les mobilisations sans offrir de perspectives pour vaincre. Les deux coordinations de cheminots qui se sont constituées pendant la grève n'ont pas non plus offert ces outils. La Coordination nationale des agents de conduite, basée sur la gare du Nord et sa détermination, s'est longtemps cantonnée à un cadre corporatif et a longtemps compté sur sa seule combativité; dans les derniers jours seulement, notamment l'antenne Nord a pris conscience des enjeux politiques. Par contre, la soi-disant "Coordination nationale intercatégoriques", sous le contrôle bureaucratique des prétendus trotskystes de LO, a, elle, délibérément refusé de dépasser ce qu'elle avait fixé *a priori* comme étant le niveau de conscience des travailleurs -- un refus d'avancer une direction et un programme politiques, révolutionnaires.

**IL FAUT UNE DIRECTION
REVOLUTIONNAIRE POUR VAINCRE**

Ratonnades, meurtres, incendies criminels Ecrasons la terreur raciste!

28 janvier -- La cité La Conte est, avec Le Vivier, le quartier immigré de Carcassonne. Lundi 12 janvier, une vingtaine de paras, rassemblés au Café des Colonies (!), décident d'y faire une descente commando dans la soirée. Une nuit de cauchemar raciste.

Patrick Bouakaz, 19 ans, qui attend son bus, a le malheur d'avoir les cheveux crépus. Il sera leur première victime. Tabassé, il parvient quand même à échapper à ses bourreaux. Un couple -- M. Essabahi, Algérien, et sa compagne -- qui arrive en voiture dans la cité, aura moins de chance. Les nervis racistes défoncent leur pare-brise, menacent la femme d'un revolver et frappent violemment le conducteur. Une véritable chasse à l'homme s'engage alors. M. Essabahi, réfugié dans un immeuble, est finale-

ment rejoint par ses poursuivants enragés qui le rouent de coups de matraque, crosse, poing américain et même couteau.

LES MERCENAIRES RACISTES DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Le colonel commandant du 3e RPIMA (régiment parachutiste d'infanterie de marine), basé à Carcassonne, a déclaré après la ratonnade dont ses sbires se sont rendus coupables: "Cette agression est le fait d'un groupe éméché qui voulait venger un camarade agressé la veille et ne peut être assimilée à du racisme" (*l'Indépendant*, 19 janvier). En bref, les "p'tits gars" n'ont fait preuve que d'un sens de l'honneur et de la "camaraderie" un peu trop aviné

et fougueux! En fait, depuis quelques temps, les paras de Carcassonne et leurs coreligionnaires légionnaires de Castelnaudary font parler d'eux dans la région, et plus particulièrement les tortionnaires de la cité La Conte connus pour terroriser les Maghrébins et pour entonner dans les bistrotts de la ville des chants nazis...

Toujours dans la région du Sud-Ouest, à Montpellier, quelque dix jours auparavant, quatre autres militaires étaient inculpés pour avoir tiré sur des passants à la peau basanée. Pour toute justification, ils ont expliqué avoir agi afin de "débarrasser la France de ces immigrés" (*Libération*, 20 janvier). Les affaires de Carcassonne et Montpellier rappellent immanquablement l'abominable crime raciste du train

Suite page 6

Or, la situation exigeait une direction capable d'étendre la grève et de la porter au niveau de ses véritables enjeux. Les militants de la Ligue trotskyste dans les PTT ont diffusé un tract, en date du 28 décembre, appelant à la solidarité avec les cheminots et à préparer la grève générale de toute la fonction publique: "Les travailleurs de la SNCF ont besoin de l'aide des autres secteurs de la classe ouvrière. Nous devons envoyer des délégations massives pour renforcer les piquets de grève dans les gares. Des actes de solidarité de classe s'imposent: les ambulants et employés PTT des gares, par exemple, doivent se joindre immédiatement à la grève. Il faut refuser de charger le courrier dans les trains ou dans tout autre moyen d'acheminement de remplacement." L'organisation par des comités de grève (élus et

Suite page 7

Lettre

Nous reproduisons ci-dessous la lettre d'un sympathisant reçue le 21 janvier.

Camarades,

Travaillant à l'hôpital Foch, dépendant de la SNCF et employant à différents postes de nombreux cheminots reconvertis comme magasiniers, j'ai pu diffuser le *Bolchévik* et recueillir quelques réactions, qui ne reflètent pas forcément le sentiment des cheminots grévistes. Ici, ils sont loin de l'action, non organisés, et pourtant ils n'oublient pas les différentes mobilisations passées qu'ils ont vécues, ce qui rend à leurs témoignages une certaine crédibilité, d'autant plus qu'ils gardent d'étroits contacts avec leurs camarades cheminots actifs. Les gens que j'ai interrogés sont membres ou sympathisants du PCF.

La première manifestation spontanée que j'ai constatée est un soutien total à la grève. Il y a un rejet massif de la propagande bourgeoise qui tend à dresser les usagers de la SNCF contre les grévistes. Personne n'hésite à dénoncer la presse aux ordres qui qualifie les cheminots de privilégiés. Ici, on sait ce qu'est le travail de nuit, les dortoirs infects et bruyants.

Il y a sur ce point de vue une réelle solidarité, quitte à se mobiliser contre de futures manifestations réactionnaires.

J'ai aussi noté de bonnes réactions concernant l'URSS. Il y a volonté de défendre l'URSS contre toute agression impérialiste, mais on se demande pourquoi le *Bolchévik* ramène la question de l'URSS dans tous les conflits en cours?

Après discussion, il a été unanimement reconnu que l'Etat bourgeois tente actuellement de mettre au pas la population, de créer "l'union sacrée" qui n'est pas sans rappeler des préparatifs bellicistes.

L'obstacle principal vient du fait que les cheminots véhiculent d'énormes illusions dans le PCF. Certes, ils se rappellent des grèves qui éclatèrent alors que le "camarade" Fiterman occupait le poste de ministre des Transports. Mais lui, n'hésitait pas à descendre sur le terrain, à dialoguer avec les grévistes. De même, s'il n'a pris aucune mesure allant dans le sens des travailleurs, c'est parce qu'il était pieds et mains liés par le pouvoir socialiste. Lorsque je dénonçais ce même Fiterman d'être entré dans une coalition politique bourgeoise, d'avoir démobilisé le prolétariat, insistant sur le fait que le rôle d'un véritable parti révolutionnaire était alors de lutter contre ce front populaire, on me répondit qu'à l'époque il fallait battre la droite.

La dictature du prolétariat on n'y croit plus. On veut mettre sérieusement à contribution la bourgeoisie, mais on n'envisage pas de s'attaquer à la propriété privée. Il faut un PCF puissant pour imposer un front populaire plus tranchant. Lorsque j'argumentais que tout front populaire, aussi gauche qu'il se prétende, pave la voie à la réaction, j'ai rencontré pas mal de réticences. On cherche désespérément "l'intérêt national" qui satisferait les plus opprimés sans trop molester les riches. Tout cela entraîne des relents de chauvinisme et de racisme (Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés passe mal).

Bref on veut un front populaire plus vigoureux, fermer les frontières et produire français; tout ce que baratine *l'Huma* à longueur de page.

Malgré cela, l'ensemble est quand même positif, parce qu'il y a une réelle volonté de lutte dans la classe ouvrière, volonté qui était quasi inexistante il y a encore quelques temps: une mobilisation de masse pourrait déborder l'appareil du PCF et ouvrir de larges perspectives.

Salutations communistes,
Eric

PS: J'envoie 55F abonnement [*Bolchévik*] + 5 [*Bolchévik*] vendus.

Libérez Mordechaï Vanunu!

Mordechaï Vanunu, le technicien israélien dont les révélations sur l'arsenal nucléaire de l'Etat sioniste ont fait la une de tous les journaux du monde, risque la peine de mort en Israël. Il y est inculpé d'aide à l'ennemi en temps de guerre, d'espionnage au premier degré et de divulgation de secrets d'Etat. Toute la procédure judiciaire se déroule dans le secret le plus strict; c'est officiellement l'affaire "avocat général contre X". Si Vanunu était condamné à mort, ce serait la première exécution légale en Israël depuis Adolf Eichmann! Le Partisan Defense Committee (PDC) [cf. "Défense internationale des prisonniers de classe", le *Bolchévik* n°69, janvier] a lancé un appel pour une campagne internationale d'urgence d'information et de protestation sur cette affaire. Un télégramme du PDC à l'ambassade d'Israël à Washington réclame la libération de Mordechaï Vanunu et la levée de toutes les inculpations qui pèsent contre lui.

Employé depuis dix ans comme technicien à la centrale nucléaire de Dimona en Israël, Vanunu a communiqué au *Sunday Times* de Londres (5 octobre 1986) que la centrale de Dimona est en fait une usine de plutonium qui a permis à Israël de devenir la sixième puissance nucléaire du monde. Avant les révélations de Vanunu, on croyait en général qu'Israël avait un arsenal d'environ 15 à 20 têtes nucléaires. Aussi la nouvelle que ce pays disposait d'une force nucléaire de 100 à 200 bombes a fait sensation au niveau international. Nos camarades américains écrivaient ainsi dans *Workers Vanguard* n°416 (21 novembre 1986): "Plus d'une dizaine de bombes atomiques pourraient détruire toutes les capitales arabes et feraient passer l'holocauste de Hitler pour un jeu d'enfant [...]. Est-ce une opération en concertation avec Washington pour bombarder les Soviétiques? [...] Ou bien les Israéliens se préparent-ils à jouer en solo? Les sionistes démentiraient très facilement -- et peut-être même délibérément -- déclencher la troisième guerre mondiale."

Vanunu a disparu le 30 septembre, peu de temps après ses interviews à la presse britannique. Le 9 novembre, Jérusalem a confirmé qu'il était en détention en Israël, mais a refusé de dire comment il avait été capturé. Lors d'une brève apparition, après avoir été entendu par le juge le 21 décembre, Vanunu a spectaculairement montré aux photographes la paume de sa main dans laquelle était inscrit

qu'il avait été kidnappé le 30 septembre à Rome au débarquement d'un vol British Airways en provenance de Londres. Israël, pour qui c'est de la routine de violer le territoire des autres nations (tout comme les Américains qui financent ce pays), a eu quelques ennus diplomatiques lorsqu'il a été clairement établi que le Mossad [les services secrets israéliens] avait violé le territoire britannique et/ou italien pour enlever Vanunu. En effet, le gouvernement

pourraient bien se préparer à plonger l'humanité dans un holocauste thermo-nucléaire qu'ils auraient eux-mêmes planifié.

Chirac a récemment déclaré que c'était probablement le Mossad qui était derrière le complot de la bombe contre l'avion israélien de El Al à Londres, pour avoir un prétexte de déclarer la guerre à la Syrie, le principal client militaire de Moscou au Moyen-Orient. Nixon et Kissinger ont presque lancé une guerre nucléaire



"J'ai été enlevé le 30.9.86 à Rome, Italie, vol 506" Mordechaï Vanunu dénonce son rapt par le Mossad.

israélien est en ce moment en train, entre autres, de courtiser assidûment le Vatican.

Si Israël a un arsenal nucléaire de l'importance décrite par Vanunu, cela veut dire que les sionistes ont en tête des cibles plus importantes que la Syrie. On soupçonne Israël de fournir de la technologie nucléaire militaire à l'Afrique du Sud raciste. (Actuellement, Pretoria développe ses installations militaires sur l'île Marion, ce qui lui permet de faire des expériences nucléaires au large de l'Antarctique, au sud de l'océan Indien.) Mais plus sinistre encore, c'est son rôle clé d'allié antisoviétique de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Israël a déjà annoncé sa participation au projet de la "guerre des étoiles" avec son but de première frappe contre l'Union soviétique et ces 200 têtes nucléaires pourraient bien être destinées à être le coup par derrière venant du sud qui pousserait Moscou à une action ouvrant la voie à des "représailles" américaines. Les chefs sionistes, qui, en plus de leur mentalité de forteresse assiégée, ont leurs propres ambitions,

contre l'Union soviétique au moment de la guerre israélo-arabe de 1973. Aujourd'hui, l'arsenal d'Israël est un détonateur nucléaire pour la troisième guerre mondiale qui anéantirait tout le pays en quelques minutes. Car le comportement des bellicistes sionistes a mis l'arsenal d'Israël en haut de la liste des cibles soviétiques. C'est une confirmation horrible de la mise en garde de Trotsky: la création d'un "Etat juif" -- nécessairement un Etat caserne -- fondé sur l'oppression brutale d'une autre nation, les Palestiniens -- ne pourrait être qu'un piège mortel pour les Juifs.

Les courageuses révélations de Mordechaï Vanunu doivent servir de mise en garde pour tous les travailleurs et peuples opprimés du monde, et tout autant en Israël qu'ailleurs. Ils doivent comprendre l'urgence nécessaire de désarmer les terroristes nucléaires sionistes et leurs parrains américains par une révolution socialiste. Libérez Mordechaï Vanunu! Levée des inculpations!

-- Traduit de *Workers Vanguard* n°419

Non à l'interdiction d'"Al Badil"!

Le gouvernement vient d'interdire par un arrêté du 22 décembre 1986 la distribution et la vente en France d'*Al Badil*, revue du Mouvement démocratique algérien (MDA) de Ben Bella. Déjà le 20 octobre 1986, dans le cadre du renforcement de la campagne raciste sous prétexte d'"antiterrorisme", 13 militants du MDA, qui vivaient en France depuis des dizaines d'années, se voyaient menacés d'expulsion, arrêtés d'expulsion abrogés au dernier moment. Cette mesure d'interdiction du journal benbelliste accusé de porter "atteinte aux intérêts diplomatiques de la France" (*Rouge*, n°1239, 15-21 janvier) est une mesure scandaleuse qui vient s'ajouter à une liste déjà longue de répression systématique contre tous les opposants aux gouvernements des pays néo-coloniaux clients de la France. Dans le cas des benbellistes aujourd'hui il s'agit bien sûr du prix demandé par le régime répressif de Chadli en échange de ses bons offices au service de la politique française au Moyen-Orient, et en particulier sur la question des otages.

Ben Bella qui fut le premier président de l'Algérie indépendante, renversé par un coup d'Etat, passa quinze ans dans les prisons de Boumediène.

Enfin libéré en 1980, il sera chassé de France par le gouvernement Mitterrand-Mauroy qui venait de lancer la campagne anti-immigrés en accusant les grévistes de Renault-Flins d'être des intégristes fanatiques! Le torchon policier le *Journal du Dimanche* ira jusqu'à faire porter la responsabilité de la grève sur Ben Bella! Aujourd'hui exilé en Suisse, il s'oppose au régime algérien mais actuellement sur la base d'un dangereux arabo-islamisme populiste, un programme qui ne peut rien offrir de progressiste aux femmes, aux Berbères, aux classes ouvrières du Maghreb.

Mais Ben Bella n'est pas simplement un opposant au régime algérien. Il est un de ceux que le gouvernement français, en 1956, après un acte de pure piraterie aérienne a carrément kidnappé et tenu prisonnier pendant de longues années pour avoir osé défier l'impérialisme français. Pour toute la racaille réactionnaire à la haine tenace, Ben Bella est encore le symbole de cette résistance du peuple algérien contre l'armée coloniale française qui a mené pendant sept ans sa sale guerre en Algérie. Et de la torture en Algérie, des ratonnades d'octobre 1961 à la terreur

raciste d'aujourd'hui, la continuité reste car c'est le même régime d'oppression capitaliste qui engendre de telles atrocités.

Nous, trotskystes, sommes fermement opposés à la politique de Ben Bella mais il faut le défendre contre l'impérialisme français. Abrogation immédiate de l'arrêté d'interdiction du journal *Al Badil*!

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah.

REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Carnets de grève

Dans les gares parisiennes

27 décembre, gare Saint-Lazare -- A 14h30, assemblée générale des roulants, en grève à 80%. Un gréviste explique que maintenant, à la veille du Nouvel An, ils ne peuvent pas s'arrêter, que ça serait une défaite pour tout le monde. La combativité et le moral des cheminots resteront élevés jusqu'à la fin de la grève, les 12-13 janvier. Mais à partir du 1er janvier, la bataille du rail entre dans une phase décisive: les CRS sont massivement lâchés dans les gares contre les piquets de grève. Les cheminots se retrouvent confrontés directement à l'appareil d'Etat de la bourgeoisie.

Dans la nuit du 31 décembre, les grévistes de la gare du Nord réveillonnaient à l'antenne; quelques camarades de la Ligue trotskyste sont venus leur apporter deux bouteilles... de vodka, naturellement.

A la gare du Nord, on a d'abord envoyé les flics des commissariats de quartier pour disperser les piquets qui, depuis une dizaine de jours, bloquaient à 100% tout trafic. Les grévistes profitèrent du fait que les voies sont à cheval sur les 10e et 18e arrondissements: les piquets délogés par les policiers du 10e se reformaient quelques mètres plus loin dans le 18e, hors de leur juridiction! Rapidement, Chirac et Pasqua envoyèrent les CRS, corps d'exception spécialisés dans la répression anti-ouvrière et qui passent outre aux frontières des arrondissements et de la légalité ordinaire.

Saint-Lazare -- Après l'intervention des CRS, les grévistes ont résisté pied à pied. Un piquet, établi sous une passerelle, en est chassé et se reforme 800m plus loin. Ces escarmouches se répètent à de nombreuses reprises. Le 2 janvier, les grévistes, toutes catégories confondues, occupent le poste de régulation (aiguillage et signalisation), ce qui bloque le trafic à 100%. Ils seront cependant évacués quelques heures plus tard par les CRS, et sortiront le poing levé en chantant l'Internationale.

Gare du Nord, 3 janvier -- Seuls face aux CRS, les grévistes ont fait l'expérience d'un manque cruel de perspectives et de direction: comment bloquer le trafic, comment renforcer les piquets et tenir face aux flics? Aucune direction, ni syndicale, ni celle des coordinations, n'a su faire face à ce défi. Le matin du 3 janvier, les CRS ont empêché la formation du piquet et fait partir trois trains. La frustration de certains grévistes éclate à l'encontre de la coordination de Paris Sud-Ouest et plus spécialement de son dirigeant Daniel Vitry: "Nous on est sur les voies, et eux ne font que des conférences de presse!" De fait, Lutte ouvrière, qui dirigeait cette coordination, se fichait du tiers comme du quart des piquets de grève et de bloquer ou non le trafic.

A la gare du Nord, un gréviste faisait remarquer qu'il y avait davantage de CRS dans les gares qu'au moment des attentats à la bombe de septembre dernier, et il ajoutait: "Les 'terroristes', c'est nous!" A la fin de la grève, le *Bolchévik* était de mieux en mieux reçu. Un gréviste, appartenant au noyau dirigeant de la coordination des agents de conduite, disait avoir

été enthousiasmé par notre journal, tout en pensant que nos mots d'ordre étaient trop en avance sur le niveau de conscience des agents de conduite. Dans les discussions, nous faisons le point que les grévistes devaient s'emparer de ces mots d'ordre -- piquets de masse, grève générale des transports et de la fonction publique, et notamment des PTT, gouvernement ouvrier -- pour gagner. A la fin, les questions de stratégie étaient largement débattues. Quelques jours avant la reprise, un vieux syndicaliste, au cours d'une discussion à l'antenne des agents de conduite, expliquait que pour mettre à genoux le gouvernement il aurait mieux valu commencer la grève en janvier, après les vacances, parce que là il y avait la possibilité de paralyser toute l'économie en arrêtant le trafic des marchandises. Il n'est pas sans intérêt de noter que le cheminot en question était un vétéran de la CGT avec une longue expérience syndicale.

Gare du Nord, 9 janvier -- Après une des dernières assemblées générales de la grève, certains grévistes expriment leur inquiétude: "On peut continuer longtemps comme ça, mais vers quoi?" D'autres disent: "On aurait dû faire l'extension au début."

Ce que les cheminots refusaient au début de la grève, ils commencent à l'accepter après plusieurs semaines de lutte. Le *Bolchévik* a accompagné les grévistes tout au long de leur lutte. Il a été affiché sur le panneau



Rouge

Les flics occupent les voies.

"revue de presse" de l'antenne. Quand sonna l'heure du bilan, les ventes augmentèrent nettement. Au cours d'une discussion à l'antenne, un mili-

Dans Marseille paralysée

Marseille, début janvier -- Les grèves paralysent complètement la ville et sa région. Transports urbains bloqués à 100%, trains arrêtés tous les 30 km par des piquets de grève sur la ligne Lyon-Marseille, coupures d'électricité, prolongement de la grève des marins pour le remboursement des jours de grève, employés du port autonome bloquant massivement le trafic. Rien de semblable depuis longtemps. Un cheminot de la gare Saint-Charles note: "Certaines nuits, on se serait crus en mai 1968. On entendait hurler les sirènes des navires. On savait que les CRS tentaient à nouveau d'attaquer les piquets de grève des marins retranchés der-

en grève ont entamé une démonstration de force contre la politique anti-ouvrière du gouvernement Mitterrand-Chirac. La grève est largement organisée et dirigée par la CGT, ce qui apporte un démenti à Lutte ouvrière: la simple combativité n'est pas proportionnelle à l'antisindicalisme.

Cependant, les secteurs en lutte sont limités à ceux où on trouve relativement peu d'immigrés. Dans une ville où la ségrégation raciale est très profonde, c'est un terrible facteur de division et de faiblesse. Nul doute que la responsabilité en incombe à la direction social-chauvine de la CGT, ces chantres du "Produisons français".



Marseille, 10 janvier -- 8000 cheminots CGT de toute la région manifestent sur la Canebière.

rière leurs barricades. Le port était devenu un véritable champ de bataille" (le *Matin*, 19 janvier).

Dans cette ville, où la classe ouvrière est coincée entre la racaille fasciste et la mafia social-démocrate hier encore sous la houlette de son parrain Defferre, les travailleurs

Quelques heures passées dans la ville suffisent à sentir le climat d'extrême tension sociale qui y règne depuis un mois. Samedi 10 janvier, au matin, la Canebière retentit des mots d'ordre: "On veut des sous!"; "On n'a pas repris, on reprendra pas!" A l'appel de la CGT, plusieurs

tant de la Ligue trotskyste pouvait citer de longs extraits de notre journal et être écouté avec attention et approbation.

Gare du Nord, 23 janvier -- Cela fait dix jours que les grévistes ont repris, la rage au ventre, et leur combativité n'a pas été brisée. La direction commence sa vendetta et menace de sanctions pénales et administratives près d'une centaine de grévistes. La réaction est immédiate et un préavis est déposé. La direction reculera dans les 48 heures en abandonnant toutes les poursuites. A l'assemblée générale réunie pour décider de la riposte, il y a un fort courant d'anciens grévistes déterminés qui disent: "Ce qu'il faut faire, c'est prendre le tract du 18 décembre, changer la date, et repartir." Cette détermination a dû peser lourd pour convaincre la direction qu'il valait mieux reculer sur les sanctions. Mais si les cheminots, à la gare du Nord et ailleurs, repartent en grève, ce sera de toute façon à un niveau plus élevé, parce qu'ils ont fait l'expérience que les grèves ne pouvaient plus se cantonner sur le terrain strictement professionnel. Le tract du 18 décembre a fait son temps. Les cheminots savent maintenant qu'ils doivent se préparer à une confrontation avec l'Etat et le gouvernement de la bourgeoisie.

Dès la rentrée universitaire, nos camarades de la faculté de Nanterre, en accord avec les grévistes de l'antenne Nord, ont organisé une collecte qui a rapporté 2600 francs. Les étudiants ne rechignaient pas à soutenir une lutte contre un gouvernement auquel eux-mêmes s'étaient confrontés quelques semaines auparavant.

milliers de cheminots de toute la région, très combatifs, défilent jusqu'à la gare Saint-Charles. Entre-temps, le service d'ordre bovin avait appliqué la ligne habituelle stalinienne de gangstérisme contre les autres organisations du mouvement ouvrier, en virant de la manifestation trois vendeurs du *Bolchévik*. Quelques minutes plus tard, se détachent de la manifestation arrivées à Saint-Charles quelques centaines de grévistes déterminés à arrêter le TGV en partance. Intervention des flics, résistance du piquet pendant trois quarts d'heure, et le train finit par partir. Sur les wagons de marchandises stationnés dans la gare, quelques graffitis témoignent de la détermination du mouvement: "Estaque en grève, 98% de grévistes, 2% de rats" et plus loin un autre indiquant par une flèche la cabine du conducteur avec "Cage à renard".

Mais quelques heures plus tard, sur la même Canebière, mais, en sens contraire, la racaille réactionnaire, drapeau tricolore, bérets rouges et bérets verts ouvrant la marche, descend sur le pavé presque aussi nombreuse que les manifestants du matin. Sur le trottoir, un groupe regarde passer cette vermine. L'un d'entre eux, les poings serrés de rage, marmonne entre ses dents: "Viens essayer de nous faire reprendre le travail sur le port, tu vas voir ta gueule!" Déjà la veille, une manifestation de patrons enrégés avait essayé d'attaquer le piquet du port autonome aux cris de "Fainéants au boulot!" On sent, plus que partout ailleurs, que la question de piquets de masse et de leur défense est posée concrètement.

Le lendemain à Miramas, un point chaud de la lutte des cheminots dans une petite ville qui ne vit qu'autour du dépôt SNCF. Comme c'est l'habitude depuis plusieurs jours, les flics entourent la petite gare pour chasser le piquet de grève, qui empêche le TGV de partir. Quelques jours auparavant, c'est à coups de gaz lacrymogène et de matraque que les CRS avaient évacué le piquet n'hésitant pas à bousculer femmes et enfants de cheminots qui étaient venus en renfort. Ce dimanche, dans un vent glacial, une soixantaine de grévistes sont là pour bloquer la voie mais aussi une dizaine de femmes

Suite page 15

Lutte ouvrière et la grève SNCF

Un train pour nulle part

Les ouvriers conscients doivent aujourd'hui tirer le bilan de la grève de la SNCF. Dans sa brochure *la grève des cheminots -- décembre 1986-janvier 1987*, Lutte ouvrière (LO) qui peut aujourd'hui se prévaloir d'avoir dirigé une fraction non négligeable des grévistes par l'intermédiaire

sont rendus compte que leur détachement héroïquement engagé en avant-garde ne pouvait pas tenir plus longtemps sous le feu de l'ennemi.

Pour préserver les chances d'une victoire ultérieure, au cours d'un nouvel assaut en règle, plus puissant et mieux préparé, les cheminots



Thomas/Collectif

Daniel Vitry (au centre), dirigeant de LO, s'adressant à la coordination nationale intercatégorielle.

de la Coordination intercatégorielle, tire un "bilan provisoire" de la grève et explique: "Mais tout d'abord, la détermination des cheminots avait des limites, et il aurait sans doute fallu qu'elle soit plus grande pour briser le mur que gouvernement et patronat dressaient devant eux." N'importe quel militant ouvrier un tant soit peu expérimenté aura reconnu là l'argument éculé avec lequel les bureaucrates réformistes justifient toujours leurs reculades et leurs trahisons: c'est la faute aux travailleurs qui n'étaient pas assez déterminés, pas assez conscients, etc. Cet argument, en l'occurrence, ne vaut rien: les cheminots ont tenu 25 jours, et ce n'est pas par manque de détermination qu'ils ont suspendu leur mouvement, mais parce qu'ils se

devaient faire retraite. Leur instinct de classe, que plusieurs semaines de grève avaient considérablement aiguisé, le leur a fait sentir nettement, et ce malgré la cruelle absence d'une direction nationale reconnue. Mais la coordination dirigée par LO appelait alors, dans un tract daté du 11 janvier (rappelons que la grève a pris fin les 12-13 janvier), "tous les cheminots à poursuivre la grève", ajoutant: "En continuant la grève, les grévistes peuvent toujours obtenir satisfaction sur les conditions de travail et les salaires, ainsi que le paiement des jours de grève qui demeurent leurs exigences." Fort heureusement, les grévistes ont simplement haussé les épaules devant cet appel irresponsable à se faire massacrer jusqu'au dernier (mais avec "détermination").

Comme toujours en pareil cas, la "détermination" de LO à se battre jusqu'au dernier cheminot cherchait à masquer le manque de détermination, tout à fait réel celui-là, de ces "révolutionnaires" à lutter pour défendre et étendre la grève. Pas une seule fois dans les 52 pages de la brochure de LO, qui relate par le menu les hauts faits de sa coordination, on ne trouve trace d'un appel à étendre la grève. Tout au plus, le 11 janvier, appelle-t-on "aussi les travailleurs et la population [?] à venir affirmer leur solidarité aux cheminots". On y trouve, au contraire, force déclarations qui tendent à renforcer les illusions sur une victoire possible des seuls cheminots, et ce jusqu'au dernier moment, comme le prouve l'appel que nous avons cité plus haut.

Lutte ouvrière a vu à juste titre dans les appareils réformistes un obstacle crucial à la grève. Mais qu'a fait au juste LO pour arracher les travailleurs à ces directions traîtres? Toute sa stratégie d'"intervention" dans la classe ouvrière consiste à contourner les syndicats et à attendre que les masses rompent d'elles-mêmes avec les bureaucrates pour se précipiter dans les bras des "révolutionnaires". La suite du "bilan provisoire" est à cet égard tout à fait explicite: "Mais si la grève elle-même a buté sur ces obstacles sans parvenir à les surmonter, une minorité de grévistes en a par contre pris conscience. Nombreux sont ceux qui ont pris conscience que la force d'une catégorie de travailleurs réside moins dans sa capacité à arrêter telle ou telle production que dans sa capacité à entraîner avec elle dans sa lutte d'autres catégories; que la force des agents de conduite était moins de pouvoir arrêter le trafic pendant les fêtes que d'être en mesure de montrer la voie aux autres cheminots, et peut-être aux autres travailleurs. Nombreux aussi sont ceux qui ont vu que la base pouvait décider de la grève, l'étendre, et même en prendre réellement le contrôle. Et c'est là certainement le principal acquis de cette grève."

On nous dit donc qu'une minorité de grévistes a pris conscience que les appareils réformistes sont un obstacle. A vrai dire, c'est beaucoup plus qu'une minorité de grévistes qui en a pris conscience. Cette conscience-là -- en elle-même tout à

fait précieuse et nécessaire -- les ouvriers peuvent effectivement l'acquiescer seuls, ils n'ont pas besoin de révolutionnaires pour cela. Par contre, ce qui intéresse véritablement les ouvriers, c'est comment surmonter cet obstacle. LO leur répond que "la base" peut "décider de la grève, l'étendre, et même [même, rendez-vous compte!] en prendre réellement le contrôle". Mais ne vient-on pas à l'instant de nous expliquer que la base n'avait pas pu prendre réellement le contrôle de la grève à cause de l'obstacle des appareils réformistes? L'infortuné ouvrier qui aura cherché à démêler la logique de ce "bilan provisoire" se retrouve Gros-Jean comme devant.

C'est précisément la tâche d'un parti léniniste que d'introduire la conscience révolutionnaire dans le prolétariat, en l'occurrence de lui donner les moyens politiques et organisationnels de balayer l'obstacle des appareils réformistes. Evidemment, la conscience aiguë que les cheminots les plus avancés ont maintenant des obstacles auxquels ils sont confrontés crée un terrain fertile pour la propagande pour le programme révolutionnaire marxiste -- lequel ne fait qu'exprimer les intérêts de classe des travailleurs sous la forme la plus élevée, la plus politique.

Mais LO ne comprend rien à tout cela. A vrai dire, il est difficile de savoir comment élever le niveau de conscience du prolétariat quand on se réjouit que des ouvriers aient "pris conscience" que leur force ne réside pas principalement dans leur capacité à "arrêter telle ou telle production". Cela, en effet, démontre que le niveau de conscience des dirigeants de LO est inférieur à celui de beaucoup de "cheminots du rang". Si les ouvriers forment une classe, c'est justement grâce à leur rôle dans la production, avec comme corollaire la capacité d'arrêter cette production. C'est parce qu'ils sont rassemblés et organisés sur le lieu de production, dans la production, qu'ils sont naturellement aptes à prendre conscience de leurs intérêts de classe communs et à s'organiser pour les défendre. Arrêter la production, c'est le premier acte politique concret de la classe ouvrière, le premier acte par lequel les ouvriers d'une même usine, d'une même entreprise, d'un même secteur, d'un même pays s'affirment en tant que force sociale distincte et cohérente. Si on oublie ça, on rabaisse la classe ouvrière au niveau des éleveurs de porcs bretons qui "montrent la voie aux autres paysans" en déversant des tombereaux de fumier dans la cour des sous-préfectures. En plus, oser parler dédaigneusement d'"arrêter telle ou telle production" (souligné par nous) quand la grève de la SNCF

Suite page 15

PTT: le PCI-FO casse une grève

Avec la grève de la SNCF, toute la politique d'austérité du gouvernement était en jeu. Et au premier chef dans le secteur public. Blocage des salaires, suppression d'emplois, dégradation des conditions de travail et même projet d'introduire le salaire "au mérite" -- la même politique de régression sociale. Les travailleurs des PTT ont cherché à s'engouffrer dans la brèche ouverte par les cheminots. Fin décembre-début janvier, de nombreux mouvements de grève ont traversé les PTT. L'heure était à la grève générale des PTT et de la fonction publique.

Les fédérations PTT de FO et de la CFDT ont freiné des quatre fers. Par contre, la direction de la CGT, échaudée par sa mise sur la touche dans de nombreux centres grévistes de la SNCF, décida généralement, autant que possible, de chevaucher le mouvement. Elle parla beaucoup d'"action", et même de grève et d'"élargissement de l'action", mais elle se garda bien d'avancer le programme pour gagner: comités de grève, piquets de grève pour arrêter

tout trafic et pour étendre le mouvement, grève générale de tous les PTT et de toute la fonction publique. Sa nouvelle combativité est apparue d'autant plus suspecte à de nombreux travailleurs qu'ils gardent en mémoire les années précédentes où la direction de la CGT était beaucoup plus discrète -- quand elle ne cassait pas les grèves -- face aux gouvernements de "gauche" qui ont porté les mêmes attaques contre les salaires et l'emploi. Mais les grèves des PTT ont révélé un nouveau type de briseurs de grève: des militants d'organisations pseudo-trotskystes.

Au Bureau télégraphique international (BTI), un centre parisien des télécoms stratégique, la grève part le jeudi 8 janvier, essentiellement sur la brigade de l'après-midi. Un permanent FO et un autre responsable de ce syndicat -- tous deux membres du PCI-MPPT social-démocrate de Lambert -- avaient pourtant tenté, encore timidement il est vrai, une minable manoeuvre de diversion: On n'est pas contre la grève, mais la condition c'est l'unité des fédéra-

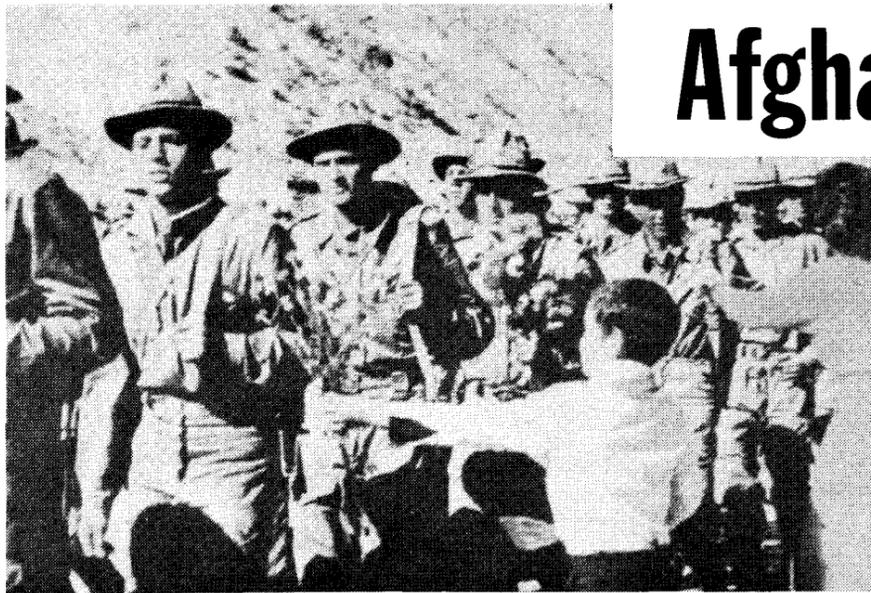
tions syndicales. C'est-à-dire l'unité des bureaucrates contre la grève! Devant la mobilisation, FO-PCI se ralliera à la grève votée majoritairement en assemblée générale, qui rassemble, avant tout, pratiquement tous les agents d'exploitation de la brigade et une partie des "mixtes" (agents travaillant aux horaires de bureau). Sur proposition d'un de nos camarades, intervenu aussi en faveur de l'extension en grève générale, un comité de grève est élu. Et il va même commencer, de façon embryonnaire, à prendre en charge l'organisation de la grève: propagande, revendications, contacts avec d'autres centres PTT en grève et avec les cheminots... La tâche immédiate est d'étendre la grève aux autres brigades, et notamment aux techniciens.

Dans une lettre aux grévistes, notre camarade élu au comité de grève explique: "[...] Je me suis présenté pour le comité de grève avec les propositions suivantes: il faut étendre notre grève à tout le BTI. Il faut arrêter les télex et les télégrammes. Il faut faire mal à l'adminis-

tration. Il faut donc un piquet de grève qui bloquera tout! Oui, il faut que la grève soit étendue à toutes les brigades, y compris les techniciens. Mais, un piquet de grève permettra aussi de rallier les hésitants.

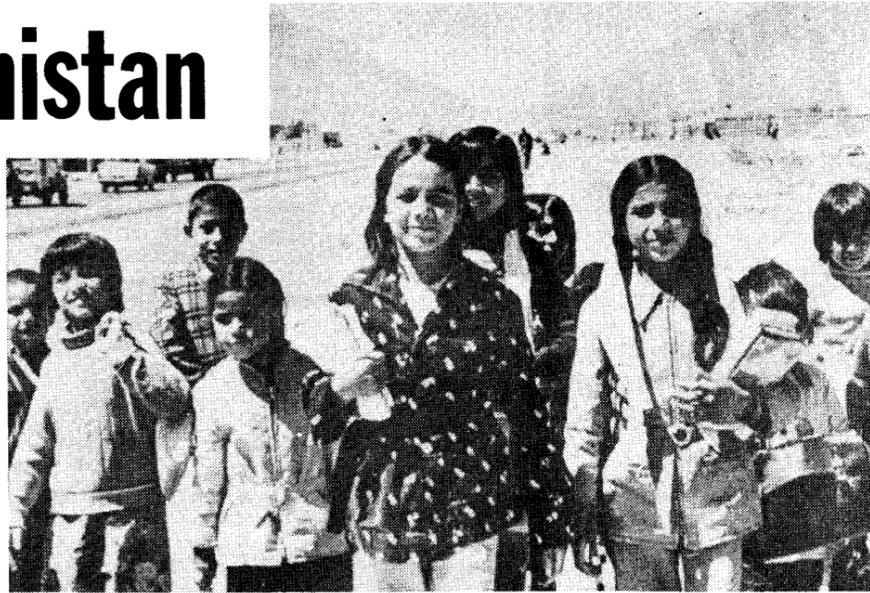
"Pendant la première réunion publique du comité de grève, jeudi après-midi, ma proposition sur les piquets n'a pas été reprise. Mais, si la grève continue à s'élargir, la question va être à nouveau posée. Ce sera au comité de grève, révoicable et responsable devant l'assemblée générale des grévistes, d'organiser le piquet, de faire la jonction avec nos camarades en lutte et d'étendre la grève à d'autres centres PTT, et en premier lieu Paris Bourse [un centre télécoms spécialisé dans le trafic intérieur à la France]." Une AG commune est donc décidée pour le lendemain. L'AG du 9 janvier verra un véritable tir de barrage contre la grève de la part de FO-PCI, auquel sont venus prêter main forte de petits bureaucrates de la CFDT. Les hommes de Maire parlent, à la place, d'une

Suite page 13



Sobolev/TASS

Afghanistan



Novosti

Les soldats soviétiques défendent les acquis sociaux élémentaires en Afghanistan (à gauche). Des jeunes écolières allant à l'école, libérées de l'esclavage du voile.

Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans!

Il y a sept ans, les troupes soviétiques entraient en Afghanistan pour défendre le régime réformiste-nationaliste assiégé dans Kaboul, contre les guérilleros islamiques soutenus par la CIA. Ce jour-là, le président américain Jimmy Carter lançait la deuxième guerre froide. Les dirigeants américains ont fourni une aide militaire massive aux combattants de la guerre sainte réactionnaire. Les révélations de l'affaire Iran-Contra montrent que les moudjahids afghans sont en tête de la liste des bénéficiaires (400-500 millions de dollars par an) d'un fonds spécial, le "Reagan Doctrine Superfund" mis en place pour financer les guerres antisoviétiques "secrètes" à travers le monde. Près d'un milliard de dollars par an en armement et diverses autres aides ont été envoyés par les Etats-Unis et ses alliés à ces barbares hérauts du féodalisme, de l'analphabétisme de masse et du servage des femmes. Mais contrairement à ce que peuvent déclarer leurs parrains à Washington, fournir des armes du XXe siècle à ces coupeurs de gorges du VIIe siècle ne leur a pas donné l'avantage dans la guerre civile.

Loin d'être embourbées dans les montagnes de l'Hindu Kush, les troupes de la République démocratique d'Afghanistan, soutenues par les Soviétiques, sont en train de gagner haut la main. Les moudjahids, parce qu'ils n'ont pas d'appuis dans les villes, comptent de plus en plus sur les armes à longue portée fournies par les USA et lancent à l'aveuglette leurs roquettes sur la population de Kaboul. Ils ont aussi réussi trois coups au but... sur l'ambassade américaine. Même les missiles antiaériens portatifs "Stinger" s'avèrent inefficaces contre les hélicoptères blindés soviétiques. Pourtant, le mois dernier, les "combattants de la liberté" ont enregistré une "victoire": ils ont abattu un avion civil avec 30 personnes à bord. Dans la même veine, un groupe de guérilla "modéré" a placé une bombe dans l'aéroport de Kaboul et massacré une dizaine d'enfants qui se rendaient en URSS pour poursuivre leurs études. La politique des terroristes afghans vis-à-vis de la population des villes semble être: "Tuez-les tous et Allah reconnaîtra les siens."

Après l'intervention soviétique de décembre 1979, la "gauche" invertébrée a, dans tout l'Occident, rejoint le concert impérialiste et a gémi sur l'"Afghanistan farouchement indépendant". Les sociaux-démocrates, les "démocrates", les réactionnaires et les fascistes se sont retrouvés

dans la croisade antisoviétique pour les "droits de l'homme" de Carter. La tendance spartaciste internationale, quant à elle, a carrément déclaré: "Salut à l'Armée rouge!" Soixante ans plus tôt, l'Armée rouge de Lénine et de Trotsky avait libéré les peuples d'Asie centrale soviétique des chaînes du féodalisme, de la barbarie pré-féodale et de la réaction de l'islam intégriste. L'intervention de l'armée soviétique, décidée pour des raisons de défense, soulevait la possibilité d'une transformation sociale révolutionnaire dans ce pays de servage et d'horrible arriération. A l'époque nous appelions, et nous renouvelons cet appel, à l'"extension des acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans".

Depuis quelques temps, la presse fait état d'un possible retrait sovi-

et ciliation nationale différents groupes politiques, modérés, monarchistes et dirigeants de bandes armées anti-gouvernementales actives au-delà des frontières" (*New York Times*, 2 janvier).

Cette "initiative de paix" de Moscou et Kaboul est lourde de danger. Les timides avancées sociales accomplies par le régime soutenu par les Soviétiques sont directement menacées par un quelconque marché avec les rebelles soutenus par la CIA. De plus, une coalition gouvernementale allant des guerriers islamiques aux communistes est simplement impossible. Au cours d'un rassemblement organisé dans un camp de réfugiés au Pakistan, les dirigeants de la guérilla rejetaient le cessez-le-feu. Alors que des dizaines de milliers de personnes hurlaient "Mort aux

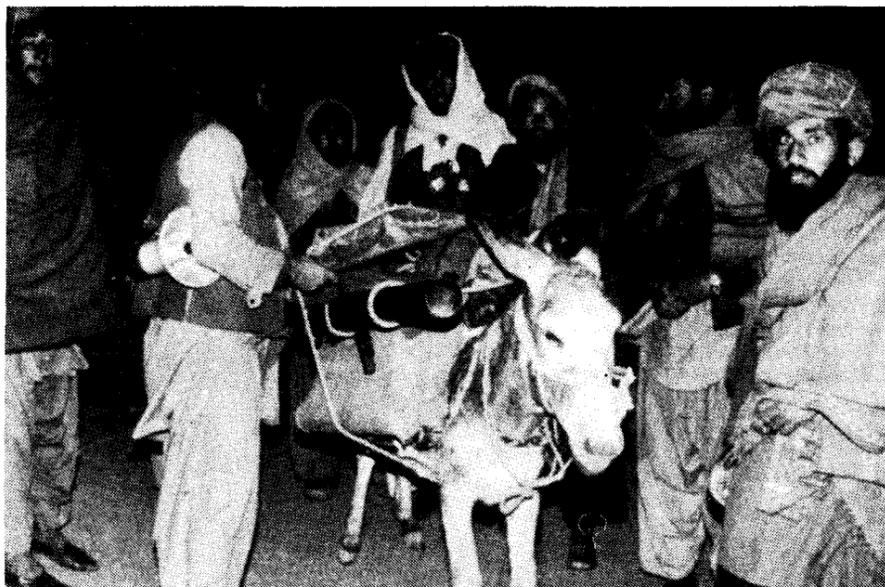
contre l'"expansionnisme russe". Mais si les rebelles afghans reçoivent la plus importante aide "secrète" depuis la guerre du Vietnam, ce n'est pas simplement pour qu'ils puissent préserver leurs traditions nationales si pittoresques: écorcher vif des "infidèles" ou vendre et acheter les femmes comme si c'était des moutons. Les impérialistes ont dans leur collimateur une cible bien plus grosse: l'Etat ouvrier soviétique. Tout le monde sait à Washington que les moudjahids ne peuvent pas gagner. Et, contrairement à ce qui se passe avec les *contras* qui sont en train de perdre au Nicaragua, il n'y a pas de risque que les USA soient entraînés dans une intervention directe, le spectre d'"un autre Vietnam", le cauchemar de la bourgeoisie américaine. Ainsi donc, pour les Républicains et les Démocrates, cette guerre en Afghanistan est une "bonne guerre". Comme un collaborateur de Reagan le disait si bien, l'objectif immédiat des Etats-Unis c'est de "laisser le sang et l'argent russes couler jusqu'à ce qu'ils préfèrent un accord."

LES PARRAINS IMPERIALISTES DE LA JIHAD ISLAMIQUE

Pendant des années, la presse bourgeoise a fait tout un ramdam sur le thème: L'Afghanistan est le "Vietnam des Russes". Mais, le *New York Times* du 19 juin 1986 était obligé de rapporter qu'une "étude gouvernementale d'avril 1985 a trouvé que les forces soviétiques étaient en train d'user petit à petit les rebelles." Reagan fut alors amené à sortir une National Security Decision Directive numéro 166, appelant à chasser les forces soviétiques d'Afghanistan "par tous les moyens disponibles". Mais l'Armée rouge balaie toujours les *contras* afghans.

Durant l'année 1986, les forces armées afghanes ont pratiquement détruit les forces rebelles dans l'Herat et le Kandahar et une offensive au printemps a écrasé un important point d'appui de la guérilla à Zhawar, à un kilomètre et demi de la frontière pakistanaise. D'après le très sérieux magazine britannique *Jane's Defence Weekly* du 2 août 1986: "Les forces étaient composées essentiellement de forces armées gouvernementales et de milices, beaucoup de ces dernières comprenant d'anciens résistants [...] De source de la résistance on admet que les troupes afghanes se sont battues efficacement et qu'on ne relève aucun cas de désertion

Suite page 14



Der Spiegel

Malgré des armes du XXe siècle, ces coupeurs de gorges du VIIe siècle n'ont qu'égratigner l'Armée rouge.

tique. A son retour de Kaboul, où une délégation soviétique a rencontré les dirigeants afghans, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Chevvardnadze, a appelé à un "règlement politique" et a déclaré que "Le temps pour un retrait soviétique n'est pas loin." (Déjà l'automne dernier, six régiments -- quelque 8000 hommes -- sont partis en fanfare.) Le mois dernier, le dirigeant afghan Najib, qui revenait de Moscou, parlant devant une réunion du Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PPDA) au pouvoir, annonçait un cessez-le-feu et appelait à une "réconciliation nationale". Najib ajoutait: "Nous ne voulons pas exclure de la récon-

Russes! Mort aux communistes!", un chef moudjahid exigeait le renversement du gouvernement de Kaboul, l'instauration d'un Etat islamique et la soumission de l'Asie centrale soviétique (*New York Times*, 18 janvier). Il y a une guerre civile en Afghanistan, et l'un ou l'autre des camps doit gagner. Des offres de "compromis" ne peuvent que rendre les impérialistes plus audacieux. Plus tôt les féodalistes seront écrasés, plus tôt le bain de sang cessera et plus tôt sera complètement dégagée la route vers le progrès social.

Les impérialistes affichent une touchante attention pour la "souveraineté nationale" de l'Afghanistan

Terreur anti-immigrés...

Suite de la page 1

Bordeaux-Vintimille où, en novembre 1983, trois candidats légionnaires avaient battu à mort un touriste algérien et jeté son corps du train. "[...] je n'aime pas les Arabes", avait déclaré un de ces assassins.

Une armée est toujours une copie de la société qu'elle sert -- avec la différence qu'elle donne aux relations sociales un caractère concentré. Et depuis la guerre franco-prussienne de 1870-71 et, juste après, l'affaire Dreyfus, l'armée professionnelle française exhale un chauvinisme profond qui gangrène la société, et qui n'épargne pas la classe ouvrière, à savoir la défense de la prétendue "race" française. L'armée française actuelle s'est trempée dans les sales guerres coloniales. L'ennemi, c'est toujours le "Viet", le "bougnole", le "rouge". Les Le Pen y ont fait leurs premières armes de tortionnaires.

Le 3e RPIMA, régiment d'engagés auquel appartient la bande d'anti-communistes et de racistes impliquée dans la ratonnade du 12 janvier, est précisément un de ces régiments en première ligne des expéditions néo-coloniales de l'impérialisme français. Par exemple, en mai 1978, dans les violents combats qui ont opposé dans le centre du Tchad le corps expéditionnaire français au Frolinat insurgé contre le gouvernement Habré-Malloum, le 3e RPIMA était au premier rang. Présent encore lors de l'opération Manta en 1983. Présent toujours au Tchad, en 1986, contre la Libye afin de renforcer le dispositif militaire français déployé pour l'opération Epervier. L'impérialisme français dresse ses mercenaires à la guerre contre l'URSS et ses clients en Afrique et au Moyen-Orient, et contre leurs "agents" en France -- "l'ennemi intérieur". Le message antiarabe de Chirac et Mitterrand sur l'"antiterrorisme" -- ce mot de code pour l'antisoviétisme en Méditerranée -- a été reçu 5 sur 5 par les paras de Carcassonne.

Il y a trente ans, l'armée française, dont de nombreuses unités de paras, a reçu un coup mortel que lui ont porté les soi-disant "inférieurs" vietnamiens. La bataille glorieuse de Dien Bien Phu a sonné le glas pour l'impérialisme français en Asie et a été l'étincelle du soulèvement nationaliste en Algérie la même année. Les terroristes racistes, en uniforme ou non, et les fascistes doivent être écrasés comme à Dien Bien Phu, mais cette fois par l'organisation en commun des ouvriers immigrés (stratégiquement placés dans l'industrie, automobile et autres), du reste de la population immigrée et de la classe ouvrière française.

EMPRISONNEZ LES TERRORISTES RACISTES!

La France de Mitterrand-Chirac est devenue un enfer pour les immigrés. La terreur raciste est un effroyable quotidien -- une liste d'atrocités qui s'allonge sans cesse. Transformées en faits divers par la presse aux ordres, les atrocités racistes finissent la plupart du temps étouffées par

un épais mur de silence. Témoin Aix-en-Provence où, il y a environ un mois, un étudiant africain originaire du Bénin, Thomas, a été brûlé dans sa chambre à la résidence universitaire. Selon la *Marseillaise* (13 janvier), "après deux semaines d'enquête, la police semble s'orienter vers un crime raciste". Brûler vif des immigrés est le dernier échelon dans l'horreur franchie par la racaille raciste. Dans le XXe arrondissement de Paris, en trois mois, les incendies racistes ont tué 19 fois -- dont sept enfants!

Le programme de haine raciale, propagé du haut de la "respectable" tribune parlementaire par les amis de Le Pen, est passé à l'action. Et sa légitimation, il la trouve dans la politique anti-immigrés des divers gouvernements bourgeois, et y compris celui de l'union de la gauche, qui cherchent à faire des travailleurs immigrés une main-d'oeuvre taillable et corvéable à merci dont le capita-

un uniforme et autres tueurs racistes. Mais la "justice" bourgeoise les laisse généralement courir. Les flics assassins de Loïc Lefebvre, William Normand, Abdel Benyahia et Malik Oussekinine ont ainsi été remis en liberté. Le Comité de soutien aux familles victimes des incendies racistes de Paris a dénoncé dans sa dernière conférence de presse "les lenteurs de la justice [...] Ces incendies ont été perpétrés entre le 2 septembre et le 5 décembre dernier... mais le juge d'instruction en charge des cinq informations distinctes n'a été désigné que cette semaine" (*Libération*, 22 janvier). Quand il arrive que finalement certaines de ces crapules sont jugées, elles ne risquent que des peines mineures. Témoin le procès, qui vient de s'ouvrir, du brigadier Lapeyre. Le 14 février 1983, à Châtenay-Malabry, dans la région parisienne, il avait tiré une balle de 357 Magnum sur Nacer M'Raidi, Tunisien de 17



Paris, 10 décembre -- Dans la manifestation de masse contre l'assassinat de Malik Oussekinine, un portrait d'Abdel Benyahia, assassiné par un flic raciste. Les flics assassins de Loïc Lefebvre, William Normand, Malik Oussekinine et Abdel Benyahia ont tous été remis en liberté. Emprisonnez les flics assassins!

lisme a besoin pour son "armée industrielle de réserve". Chirac a étendu la couverture légale, héritée notamment de la "gauche", pour les descentes policières dans les quartiers immigrés, les rafles et les contrôles de police. Et comme nous mettons en garde, "[...] le terrorisme policier ne s'arrêtera pas aux frontières des ghettos immigrés" (*le Bolchévik* n°64, juin 1986). Cet été, Loïc Lefebvre et William Normand étaient abattus par des gardiens de l'"ordre" capitaliste érigés en juges et bourreaux. Même scénario le 19 janvier dernier à Forbach, en Lorraine. Christian Ricbourg, gérant d'un magasin, a sa voiture garée sur le trottoir en stationnement interdit. Au moment où il se prépare à mettre le contact pour la ranger, le flic dégaîne et tire à bout portant. Le commissaire mettra en cause la gâchette trop sensible... du revolver Manurhin MR 73!

C'est une mesure élémentaire de justice que soient immédiatement emprisonnés et jugés les criminels

ans, qui circulait à mobyette sans casque. Touché en plein front, Nacer est depuis à demi-paralysé. Lapeyre, inculpé dans un premier temps de "tentative d'homicide volontaire" puis de "coups et blessures involontaires", risque maintenant au maximum ... un an de prison!

Seule une mobilisation basée sur la classe ouvrière peut faire que justice soit rendue. Et la classe ouvrière est la force sociale qui a et l'intérêt et la puissance de balayer la terreur raciste et l'oppression raciale, parce qu'elle est la seule capable de balayer le capitalisme qui génère ces immondices. Mais la puissance de la classe ouvrière -- avec sa combative composante immigrée -- n'est possible qu'au prix d'une lutte incessante contre les divisions raciales et nationales attisées par la bourgeoisie et encouragées par la politique chauvine -- notamment le "Produisons français" du PCF -- des directions réformistes du mouvement ouvrier.

COMMENT SURMONTER LES DIVISIONS DANS LA CLASSE OUVRIERE

Dans la période récente de turbulences sociales, la bourgeoisie a été affolée par le spectre de la lutte commune entre Maghrébins et Français. Face à la gigantesque manifestation étudiante du jeudi 27 novembre devant l'Assemblée nationale, un député RPR explosa: "Et puis, il y a au moins 50% d'immigrés dans cette foule. Je suis en France, clame-t-il" (*le Monde*, 29 novembre 1986). Et ce jour-là, les "CRS avec nous!" furent remplacés par de vigoureux "CRS SS! CRS racistes!" En arrachant le retrait des projets Devaquet et Monory, les mobilisations étudiantes et la menace de grève ouvrière pour le 10 décembre ont fait reculer aussi Chalandon sur le code de la nationalité

-- un projet réactionnaire visant à renforcer encore la ségrégation raciale en empêchant le plus possible de Beurs d'accéder à la nationalité française. Cette même semaine de décembre -- six ans après que la direction du PCF a fait avaler à ses militants l'atrocité raciste de Vitry, pour briser la solidarité de classe et préparer l'entrée dans le gouvernement de collaboration de classe de Mitterrand -- plus d'un million de personnes en deuil pour un jeune étudiant d'origine algérienne, Malik, assassiné par les flics de Mitterrand-Chirac, sont descendus dans les rues de France, dans ce pays dirigé par un gouvernement anti-immigrés et en pleine croisade raciste du Front national. La grève du rail donna à la bourgeoisie un avant-goût de la puissance de la lutte de classe qui pourrait faire battre en retraite l'offensive d'austérité et renvoyer la racaille raciste dans son trou. Ensuite, le projet sur le code de la nationalité a été carrément retiré. Le *Guardian* de Londres (17 janvier) remarqua: "La décision [du retrait du projet] sera également vue comme le glas de toutes les réformes sociales en cours du programme du gouvernement de droite, puisqu'il est encore visiblement ébranlé par les récentes manifestations étudiantes et la vague de grèves dans le secteur public."

La leçon est limpide: la lutte de classe est la clé pour surmonter les divisions raciales et pour lutter contre la terreur raciste. Dans la grève des mineurs britanniques, qui dura un an, la solidarité tissée entre grévistes et minorités en Grande-Bretagne a contribué à la déstabilisation du régime réactionnaire de Thatcher.

Les réformistes du PCF et du PS et les professionnels de l'"antiracisme" sauce SOS-Racisme, avec leurs suivistes d'"extrême gauche", ne peuvent offrir qu'un nouveau 10 mai 1981. Mais c'est "la gauche" qui lança la nouvelle campagne anti-immigrés, qui commença par démanteler le regroupement familial, établir les camps de rétention-concentration, donner le feu vert aux contrôles policiers, accélérer les expulsions de "clandestins". Ceux qui attendent 1988 pour encore une fois voter Mitterrand refusent même d'avancer la simple revendication des pleins droits de citoyenneté, immédiats et intégraux, pour tous les travailleurs immigrés et leur famille -- une revendication qui leur permettrait, sans nécessairement être obligés de demander la nationalité française, de bénéficier des mêmes droits politiques et sociaux que les citoyens français.

Mais puisqu'une carte d'identité française ne peut pas protéger contre les balles d'un tueur raciste, chaque expulsion, chaque exaction policière, chaque abomination raciste, chaque provocation fasciste doit voir se dresser la riposte massive du mouvement ouvrier: par des manifestations, par des grèves de protestation, par des brigades d'autodéfense ouvriers/immigrés basées sur les syndicats. Le mouvement ouvrier doit inscrire bien haut sur son drapeau toutes les revendications qui resserreront ses rangs: Flics hors des quartiers immigrés! Abolition des CRS et autres forces paramilitaires spécialisées dans la répression antiouvrière et anti-immigrés! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

La lutte pour extirper l'oppression raciale et la terreur raciste est intrinsèquement liée à la lutte pour abattre le capitalisme qui en est à la racine et pour instaurer un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie et mettra sur pied une économie collectivisée et planifiée. Notre modèle est la Révolution russe qui, dans sa Constitution de 1918, déclara: "En raison de la solidarité des travailleurs de toutes les nations, la RSFSR [République soviétique fédérative socialiste de Russie] accorde tous les droits politiques des citoyens russes aux étrangers résidant sur le territoire de la République russe pour y travailler et appartenant à la classe ouvrière, ou aux paysans qui ne vivent pas du travail d'autrui, et reconnaît aux soviets locaux le droit d'accorder à ces étrangers le droit de citoyenneté russe sans autre formalité."

LE BOLCHEVIK
Une victoire arrachée par la menace de grève ouvrière

Pour une grève générale contre les attaques anti-ouvrières anti-immigrés et anti-jeunes du gouvernement Mitterrand-Chirac!

Forçons un parti bolchevique! Pour un gouvernement ouvrier!

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion 60 F)
Etranger: mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

Chiraquie...

Suite de la page 1

révocables à tout moment) de piquets de masse était la pierre de touche de la grève, pour arrêter tout, rallier les hésitants, la protéger contre les flics et les jaunes et l'étendre. Une direction lutte de classe devait mettre à l'ordre du jour la grève générale -- posant immédiatement la question de la jonction avec les secteurs de l'industrie et ceux qui ont été sous les gouvernements de gauche à l'avant-garde des luttes: les travailleurs immigrés. Concrètement à la SNCF, tout comme à la RATP ou aux PTT, il s'agissait de jeter un pont en direction des entreprises de sous-traitance qui emploient une majorité d'immigrés -- une main-d'oeuvre hors-statut. Même entreprise, même statut! Titularisation immédiate des auxiliaires! Non à l'exclusion des étrangers de la fonction publique! Une industrie, un syndicat! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Baisse massive du temps de travail et augmentation massive des salaires! Embauche massive! Echelles mobiles des salaires et des heures de travail! Cette direction lutte de classe ne peut être donnée que par un parti révolutionnaire, trotskyste. C'est là la principale leçon de la dernière vague de grèves -- l'absence d'une telle direction.

L'IMPUISSANCE DE CHIRAC

En l'absence d'une telle direction, les enjeux politiques de la grève ont été mieux et plus vite compris par le gouvernement que par les grévistes eux-mêmes. Et ce fut la carte maîtresse de Chirac contre les grèves. Mais s'il a été capable de faire reculer les grèves en ne cédant pas sur l'essentiel, il a aussi étalé sa faiblesse.

Quand Chirac a lancé sa campagne contre la "déstabilisation", la réaction s'est saisie de l'hystérie petite-bourgeoise concentrée sur la grève de l'EDF pour lui donner une base de masse. En effet, la direction de l'EDF procédait à des coupures de courant aux dépens des commerçants et petits entrepreneurs (et des particuliers) en épargnant l'industrie. Des couches de la petite-bourgeoisie se sont mobilisées contre les travailleurs de l'EDF -- des coups de feu ont été tirés contre les grévistes, des agences commerciales de l'EDF ont été saccagées. L'UDF et le RPR, avec Le Pen dans leur sillage, ont cherché à les encadrer.

Les porte-parole gaullistes parleront d'un nouveau 30 mai 1968. Mais c'est une chose de rassembler autour de de Gaulle des centaines de milliers de réactionnaires apeurés par le spectre de la révolution (dix millions de grévistes en Mai 68!); c'en est une toute autre d'appeler la "population" à se porter au secours de Chirac confronté à des grèves encore catégorielles. Que le gouvernement ait dû organiser de telles manifestations au lieu de casser par ses propres moyens les grèves n'a fait que prouver son impuissance. Et les quelque 10000 manifestants à Paris le 12 janvier étaient loin d'être le succès escompté par le RPR.

Ce gouvernement, qui regarde avec inquiétude les trente députés du Front national entrés à l'Assemblée nationale, est vulnérable aux pressions de la rue. Le 12 janvier à Paris, ils étaient quelques milliers derrière Le Pen à manifester consciemment contre la "faiblesse" du gouvernement. A Marseille, les fascistes dominaient même la manifestation commune avec le RPR, le 10 janvier. Les grévistes ont déployé une puissance suffisante pour exciter la réaction, mais insuffisante pour intimider, polariser et/ou gagner la petite-bourgeoisie. Du fait de son impuissance, le gouvernement a été incapable d'en profiter. La prochaine fois, les bandes fascistes pourraient bien s'offrir à la bourgeoisie comme solution. Pour un deuxième round de grèves, les travailleurs devront mettre sur pied des détachements ouvriers/immigrés, basés sur les syndicats et l'extension des piquets de grève, pour se défendre contre cette racaille et l'écraser.

Dans son numéro du 12 janvier, le *Wall Street Journal* écrit: "Si M. Chirac arrivait à faire surgir de son chapeau un lapin ou une tortue peut-être, il pourrait se montrer un adversaire valable de M. Mitterrand, un magicien éprouvé de la politique. Sinon, il peut toujours redevenir maire de Paris à plein temps et se préoccuper de faire partir les trains à l'heure." Ces propos acides du journal américain de la haute finance traduisent une inquiétude que partage la bourgeoisie française vis-à-vis de son gouvernement qui, sous le choc des mobilisations ouvrières, navigue à la godille. Ainsi, le 29 janvier, au cours d'un conclave avec ses ministres, Chirac réduisait les 80 projets de loi de la "révolution libérale" -- qui étaient l'accord de gouvernement entre le RPR et l'UDF -- à dix projets tous de second ordre, à l'exception du projet réactionnaire sur l'aménagement du temps de travail. Chirac tiendra-t-il même jusqu'en 1988? La majorité prend l'eau de partout, et les rats préparent déjà leur fuite en prévision du naufrage. Barre bouge et parle, pendant que le PS lui fait sans pudeur du pied, cherchant à racoler dans le marais de l'UDF. Le spectacle de l'agitation fébrile du PS et des politiciens bourgeois ne fait que mettre en relief la dramatique absence d'une direction ouvrière révolutionnaire qui donnerait un coup de pied dans cette fourmillière.

LE PCF MALADE DE LA GUERRE FROIDE

Chirac a cherché à effrayer le petit-bourgeois en agitant le spectre du PCF. Le RPR a même monté une provocation sinistre contre le siège confédéral de la CGT à Montreuil, le 12 janvier. En réalité, après avoir tenté de casser la grève des cheminots au nom de la défense des usagers, les eurostaliniens ont pris le train en marche. Sentant le bouillonnement dans la fonction publique, et particulièrement l'EDF et les PTT où les travailleurs cherchaient à s'engouffrer dans la brèche ouverte par les cheminots, ils ont cherché à anticiper l'explosion en se mettant en avant, mais en amenant les mobilisations nulle part.

Dans la pratique, la direction de la CGT a oeuvré pour une série de grèves séparées et parallèles dans le secteur public. A l'EDF, il n'y eut même pas d'occupation des locaux, ce qui a laissé le contrôle des "délestages" aux mains de la direction qui en a évidemment profité pour monter les commerçants et autres petits-bourgeois contre la grève. L'importance d'une entreprise comme l'EDF pour la vie même du pays est telle que toute grève sérieuse y pose immédiatement, à brûle-pourpoint, la question du **contrôle ouvrier sur la production**. Le contrôle ouvrier permet de faire de cette contrainte une arme pour rallier à la cause des grévistes la masse de la population et pour porter, les coups les plus décisifs possibles à la bourgeoisie et à son Etat. Ainsi, à l'EDF, il faut contrôler production et distribution du courant pour continuer à alimenter -- gratuitement -- la population travailleuse et pour paralyser les grandes industries et la machinerie de l'Etat. Ceci vaut aussi pour les autres services sociaux essentiels que sont la poste et le téléphone. Mais les dirigeants réformistes du PCF et de la CGT sont viscéralement hostiles à toute forme d'organisation qui soulève potentiellement de telles questions de pouvoir ouvrier, extra-parlementaire. Capables même de mettre sur pied des comités de grève, ils n'ont par contre pas le moindre désir que ces comités de grève deviennent de potentiels organes de double pouvoir dans les entreprises.

Les grèves à la SNCF et à l'EDF n'étaient pas seulement des démonstrations impressionnantes de la puissance sociale de la classe ouvrière, elles étaient aussi des rappels de l'importance de ces secteurs économiques clés pour le gouvernement ouvrier à venir. Comme écrivait Lénine il y a exactement 70 ans, dans *l'Etat et la Révolution* (Oeuvres, tome 25): "Et le développement du capitalisme crée, à son tour, les prémisses

nécessaires pour que 'tous' puissent réellement participer à la gestion de l'Etat. Ces prémisses sont, entre autres, l'instruction générale [...], puis l'éducation et la formation à la discipline de millions d'ouvriers par l'appareil socialisé, énorme et complexe, de la poste, des chemins de fer, des grandes usines, du gros commerce, des banques, etc." Mais contre les eurostaliniens, pour qui ces prémisses embryonnaires de la planification socialiste sous le capitalisme (qui cependant sont basées sur l'oppression de ces millions d'ouvriers) peuvent être pacifiquement transformées en socialisme, nous sommes d'accord avec Lénine que l'Etat bourgeois doit être brisé par la révolution prolétarienne: "Avec de telles prémisses économiques, on peut fort bien, après avoir renversé les capitalistes et les fonctionnaires, les remplacer aussitôt, du jour au lendemain, pour le **contrôle** de la production et de la répartition, pour l'**enregistrement** du travail et des produits, par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier."

Là où elle contrôlait la grève des cheminots, la direction de la CGT a été parfaitement capable d'organiser la combativité. A Marseille, il ne s'agissait effectivement pas simplement d'actions spectaculaires, symboliques, comme bloquer la Canebière avec des rails par exemple. Les piquets de grève y étaient aussi durs qu'ailleurs; ils étaient même renforcés par l'organisation des femmes de grévistes -- un exemple pour les autres grèves (cf. "Dans Marseille paralysée", page 3). Mais dans une situation où la simple action syndicale ne suffit pas, la combativité finit par tourner à vide dès lors qu'elle n'est pas dirigée dans une perspective politique révolutionnaire.

Or, la seule issue politique que connaissent les eurostaliniens c'est un nouvel avatar de l'union de la gauche, une nouvelle coalition front-populiste de collaboration de classe, soi-disant étape vers un soi-disant "socialisme aux couleurs de la France". Les travailleurs ont encore en mémoire la participation du PCF au gouvernement Mitterrand-Mauroy qui a mené -- et en leur nom! -- l'offensive contre eux. La tentative du PCF de se refaire une virginité combative s'est heurtée au scepticisme et à la défiance de nombreux travailleurs, qui ont vu leurs grèves trahies sur l'autel de l'union de la gauche et qui ont senti la vacuité politique de l'appel du PCF aux grèves. Le PCF est muet sur les perspectives politiques, parce que, repoussé dans le ghetto de la guerre froide par ses "alliés" sociaux-démocrates et bourgeois, il ne peut même plus offrir le mirage d'une union de la gauche "porteuse d'espoir". Coincé entre son allégeance à sa propre bourgeoisie et son refus, comme le proposent Juquin et autres Rigout, de rompre tout lien avec Moscou (ce qui provoquerait sa dissolution dans la social-démocratie), il est la proie de forces centrifuges qui le minent et le réduisent à une impuissance verbeuse.

Les militants du PCF et de la CGT qui veulent préparer le deuxième round contre la chiraquie doivent rompre avec le piège mortel du front-populisme. Le PCF n'est pas un endroit pour un communiste.

LO: UN OBSTACLE A LA VICTOIRE

La presse réactionnaire a "découvert" les "trotskystes" derrière les grèves. Elle a raison dans la mesure où les organisations pseudo-trotskystes ont rempli le vide laissé par le discrédit des appareils réformistes traditionnels. Mais elles l'ont "rempli" par leur propre vide politique.

Si la LCR n'a d'autre "perspective" que de mettre au pouvoir un Mitterrand, l'"alternative" de LO à la trahison politique des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, c'est l'organisation à la base, le comité de grève, la coordination -- qui, en contournant les bureaucraties, sont de simples moyens d'éviter la confrontation politique avec le programme réformiste de ces bureaucraties et qui laissent en définitive sous leur emprise les travailleurs. Comme nous l'écrivions déjà dans le n°69 du *Bolchévik*: "L'outil dont les cheminots ont besoin pour gagner la grève, c'est un comité de grève national, démocratiquement élu et révocable à tout moment, dans des assemblées générales où les grévistes pourront déterminer majoritairement, en toute connaissance de cause, quelle stratégie appliquer. Dans ce cadre, les dirigeants syndicaux doivent briguer, sur leur programme, les suffrages des grévistes pour que leur politique de défense de l'ordre bourgeois soit exposée directement devant les travailleurs mobilisés et que, dans le feu de l'action et sous les coups de butoir des révolutionnaires luttant pour la direction des comités de grève, ils soient consciemment écartés. C'est seulement ainsi que pourra être brisé l'étau des bureaucrates sur l'ensemble des travailleurs."

LO a dénigré les piquets de grève; elle n'a pas cherché à organiser l'extension de la grève; elle n'a, à aucun moment, essayé de jeter un pont en direction des travailleurs immigrés. Le *nec plus ultra* de son "révolutionnarisme" aura été la revendication de 700 francs pour tous! Ces économistes réduisent une grève débouchant sur le terrain politique en une lutte économique, strictement salariale! Au pire, c'est juste une misérable surenchère à bon marché pour faire plus combatif que les "syndicats". Au mieux, LO y voyait-elle un défi (implicite) à la politique de blocage des salaires. Mais, dans la situation actuelle, briser cette pierre de touche de la politique d'austérité, et donc se heurter au capitalisme en décadence, cela ne peut être obtenu sans lutte politique -- comme sous-produit de la lutte révolutionnaire. Par ailleurs, aucune lutte économique ne devient spontanément une lutte politique consciente contre le gouvernement. C'est précisément pourquoi le rôle d'une avant-garde prolétarienne

Suite page 15

Commandez

Les deux textes que nous avons choisi de traduire constituent une sévère critique de l'économisme, tant du point de vue de la théorie et du programme que de celui des fameuses "méthodes organisationnelles" de Lutte ouvrière.

Cette brochure rassemble, autour de deux textes inédits en français, une sélection d'articles du *Bolchévik*.

25F port inclus

Ecrire au *Bolchévik*: BP 135-10
75463 Paris Cedex 10



Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un cours interne donné en 1942 par James P. Cannon, le dirigeant fondateur du trotskysme américain. L'exposé, paru sous le titre "The Great Minneapolis Strikes" [les grandes grèves de Minneapolis], a été publié dans l'ouvrage History of American Trotskyism (Pathfinder Press, 1972).

Quelques semaines après l'arrêt de la grève à la SNCF, ce texte paraît d'autant plus riche en leçons et ces leçons montrent comment gagner une grève. A Minneapolis, sous la direction des trotskystes, les travailleurs des transports routiers gagnèrent deux grèves successives, en mai 1934 et en juillet-août de la même année. Après cinq semaines de lutte acharnée -- où deux ouvriers furent tués, des dizaines et des dizaines blessés, la plupart par balles --, les grévistes arrachèrent leurs principales revendications, y compris la reconnaissance de leur syndicat. Ces grèves, qui eurent un énorme impact sur tout le prolétariat américain, furent suivies d'une nouvelle vague de grèves d'une intensité jamais égalée qui balaya tout le pays et donna naissance à la colossale et puissante organisation syndicale industrielle, le Congress of Industrial Organisations (CIO).

La bourgeoisie n'a jamais pardonné aux dirigeants des grèves de Minneapolis. Pendant des années, les patrons chercheront sans succès à scissionner le syndicat industriel des Teamsters (camionneurs). Finalement, au début de la Deuxième Guerre mondiale, le président des Etats-Unis Roosevelt, sous l'aiguillon des stalinien (qui étaient passés de la politique ultra-gauche de la "troisième période" à la politique de la collaboration de classe des fronts populaires), jeta en prison des responsables du SWP trotskyste et des syndicalistes lutte de classe -- les 18 de Minneapolis. Ils étaient réprimés pour leur courageuse opposition à la guerre impérialiste. Pendant tout le conflit, le SWP maintiendra sa position internationaliste de défaitisme révolutionnaire dans la guerre qui opposait l'impérialisme allemand et les "démocraties" alliées et de défense de l'URSS contre l'agression nazie.

L'année 1933, la quatrième année de la grande crise américaine, a marqué le début d'un grand réveil des travailleurs américains et de leur marche vers l'organisation en syndicats, sur une échelle jamais vue auparavant dans l'histoire américaine. Cela a été la toile de fond de tous les événements à l'intérieur des divers partis, groupes et tendances politiques. Cette marche en avant des travailleurs américains a pris la forme d'un formidable élan pour s'arracher à leur état dispersé et affronter les employeurs avec la force organisée du syndicalisme.

Ce grand mouvement s'est développé par vagues. La première année de l'administration Roosevelt avait vu la première vague de grèves d'une ampleur considérable, mais qui n'avait



Minnesota Historical Society
Vincent Dunne arrêté au cours du raid de la garde nationale

Lutte de classe et direction révolutionnaire



La bataille dite "Battle of Deputies Run" des 21 et 22 mai 1934

Minnesota Historical Society

1934 - Minneapolis, une grève victorieuse

produit que de maigres résultats en termes d'organisation parce qu'il lui manquait un élan suffisant et une direction adéquate. Dans la plupart des cas, les efforts des travailleurs n'avaient pas abouti du fait d'un côté de la "médiation" gouvernementale et de l'autre d'une répression brutale.

La deuxième grande vague de grèves et de mouvements de syndicalisation eut lieu en 1934. Cela fut suivi en 1936-37 par un mouvement encore plus puissant, dont les points culminants furent les grèves avec occupation dans les usines d'automobiles et de caoutchouc, et la formidable émergence du syndicat CIO.

Notre exposé de ce soir concerne la vague de grèves de 1934, et en particulier les grèves de Minneapolis. Là, pour la première fois, la participation effective d'un groupe marxiste révolutionnaire dans l'organisation et la direction réelles d'une grève a été démontrée. La base de ces vagues de grèves et mouvements de syndicalisation était une reprise industrielle partielle.

[...] Pendant cinq ans, nous avons été une voix qui criait dans le désert, nous limitant à une critique du parti communiste, à tirer au clair ce qui paraissait être les questions théoriques les plus abstraites. Plus d'une fois, nous avons été accusés de n'être rien d'autre que des sectaires et des coupeurs de cheveux en quatre. Maintenant, avec cette occasion qui était offerte à Minneapolis de participer au mouvement des masses, le trotskysme américain était testé sans ambages. Il devait démontrer, dans l'action, si effectivement il était un mouvement de coupeurs de cheveux en quatre sectaires et incapables ou une force politique dynamique capable de participer efficacement au mouvement de masse des travailleurs.

[...] Nous avons à Minneapolis un groupe de vieux communistes éprouvés qui étaient en même temps des syndicalistes expérimentés. C'étaient des hommes connus, enracinés dans

la ville. Pendant la dépression ils travaillaient ensemble dans les entrepôts de charbon. Quand l'occasion s'était présentée de syndicaliser les entrepôts, ils l'avaient saisie et avaient rapidement démontré leurs capacités au cours d'une grève victorieuse de trois jours. Ensuite, l'extension du travail d'organisation à l'industrie du transport routier suivit en général naturellement.

Minneapolis était loin d'être ce qu'il y avait de plus facile. En fait, c'était une des villes les plus difficiles du pays; Minneapolis était de notoriété publique une ville sans syndicats. Depuis quinze ou vingt ans, la Citizens Alliance, une organisation de patrons durs à cuire, dirigeait Minneapolis d'une main de fer. Pas une seule grève de quelque importance n'avait été victorieuse pendant ces années. Même les syndicats du bâtiment, peut-être les plus stables et les plus efficaces des syndicats corporatifs, étaient pourchassés à Minneapolis et chassés des chantiers les plus importants. C'était une ville de grèves perdues, sans syndicats, avec des salaires de misère, des horaires assassins et un mouvement de syndicats corporatifs faibles et inefficaces [...].

Notre travail syndical à Minneapolis a été du début à la fin une campagne orientée politiquement. Les tactiques étaient guidées par la politique générale exposée sans cesse par le *Militant* [le journal des trotskystes] qui appelait les révolutionnaires à entrer dans l'organisation reconnue dans le mouvement syndical, représentée par l'American Federation of Labor.

C'était une attitude délibérée de notre part: suivre le cours organisationnel que prenaient les masses, ne pas constituer des syndicats à nous, construits artificiellement, en contradiction avec la tendance des masses à entrer dans le mouvement syndical existant. Pendant cinq ans, nous avons mené une bataille farouche contre le dogme gauchiste des "syndicats rouges"; de tels syndicats, artificiellement construits par le parti communiste, étaient boycottés par les ouvriers, isolant ainsi les

éléments d'avant-garde. La masse des travailleurs, qui cherchaient à s'organiser, avaient un instinct sûr. Ils sentaient le besoin d'être aidés. Ils voulaient être en contact avec d'autres ouvriers organisés, et pas sur le bas-côté avec quelques radicaux hurlants. C'est un phénomène incontournable: la masse désemparée et inorganisée des ouvriers a un respect exagéré des syndicats existants, quelque réactionnaires et conservateurs que ces syndicats puissent être. Les ouvriers craignent l'isolement. De ce point de vue, ils sont plus sensés que tous les sectaires et les dogmatiques qui ont essayé de leur prescrire la forme exacte et détaillée du syndicat parfait. A Minneapolis comme ailleurs, les travailleurs ont eu une forte tendance à se joindre au mouvement officiel, espérant son aide dans la lutte contre les patrons, qui leur avaient rendu la vie très difficile [...].

Ce n'était pas si facile que ça pour les nôtres d'entrer dans l'American Federation of Labor à Minneapolis. Ils étaient des hommes repérés, qui avaient été doublement exclus, doublement maudits. Au cours de leurs luttes, ils avaient été chassés non seulement du parti communiste, mais aussi de l'American Federation of Labor. Pendant la "purge des rouges" de 1926-27, au plus fort de la réaction dans le mouvement syndical américain, pratiquement tous ceux de nos camarades qui avaient été actifs dans les syndicats à Minneapolis avaient été exclus. Un an plus tard, pour rendre leur isolement complet, ils étaient exclus du parti communiste.

Mais la pression des travailleurs qui voulaient s'organiser fut plus forte que les décrets des bureaucrates syndicaux. Il avait été démontré que nos camarades jouissaient de la confiance des travailleurs et qu'ils avaient les plans nécessaires pour les organiser. La faiblesse pitoyable du mouvement syndical à Minneapolis et le sentiment répandu parmi les membres des syndicats corporatifs qu'un sang neuf était nécessaire -- tout cela facilita le retour des

nôtres dans l'American Federation of Labor, via le syndicat des Teamsters [camionneurs]. De plus, il y avait une circonstance fortuite, un heureux hasard: le dirigeant du Local [section] 574 et du Joint Council [union locale] des Teamsters à Minneapolis était un syndicaliste combatif nommé Bill Brown. Il avait un instinct de classe sûr, et il était fortement attiré par l'idée de s'assurer la coopération de gens qui savaient comment organiser les travailleurs et mener une vraie lutte contre les patrons. C'était une chance pour nous, mais ce genre de choses arrive de temps en temps. La chance sourit aux justes. Si vous vivez comme il faut et que vous vous conduisez correctement, vous avez de temps en temps la chance de faire une percée. Et quand une circonstance imprévue se présente -- une bonne --, vous devez la saisir et l'exploiter à fond.

[...] Mais nos camarades étaient de nouveaux membres dans ce syndicat. Ils n'y étaient pas depuis assez longtemps pour être des responsables; quand la lutte commença à éclater, ils étaient juste des membres du syndicat. Donc pas un seul des nôtres -- c'est-à-dire des militants du groupe trotskyste -- n'était un responsable du syndicat au cours de ces trois grèves. Mais cela ne les a pas empêchés d'organiser et diriger les grèves. Ils s'étaient constitués en "comité d'organisation", une sorte d'organe extra-légal mis sur pied dans le but de conduire la campagne de syndicalisation et de diriger les grèves.

La campagne de syndicalisation et les grèves ont été menées pratiquement en passant par-dessus la direction officielle du syndicat. Le seul des responsables officiels à participer directement à la direction réelle des grèves a été Bill Brown, aux côtés du comité d'organisation. Ce comité d'organisation avait une qualité qui fut démontrée dès le début -- d'autres qualités se révélèrent plus tard: il savait comment organiser les travailleurs. C'était une chose que les bonzes fossilisés du syndicat à Minneapolis ne savaient et apparemment ne pouvaient pas apprendre à faire. Ils savaient comment les désorganiser. C'est le même genre de personnages partout. Ils savent, parfois, comment laisser rentrer les ouvriers dans les syndicats quand ils enfoncent les portes. Mais aller vraiment organiser les ouvriers, les réveiller et leur inspirer foi et confiance -- le bureaucrate traditionnel des syndicats corporatifs ne sait pas faire ça. Ce n'est pas son domaine, sa fonction. Ce n'est même pas son ambition.



Une des clés de la victoire était les piquets de grève de masse et les piquets volants.

pliquer les responsables du Central Labor Union dans cette campagne, pour faire adopter des résolutions reprenant leurs revendications, pour qu'ils en prennent officiellement la responsabilité. Quand le moment de l'action est venu, le mouvement syndical de Minneapolis, représenté par les syndicats officiels de l'American Federation of Labor, s'est retrouvé par avance dans la position d'avoir avalisé les revendications et d'être logiquement tenu de soutenir la grève.

[...] Cette grève générale de mai secoua Minneapolis comme elle n'avait jamais été secouée auparavant. Elle secoua tout le pays parce que ça n'était pas une grève domestiquée. C'était une grève qui a commencé avec un tel fracas que tout le pays en a entendu parler -- ainsi que du rôle des trotskystes dans sa direction. Les patrons en ont fait une large publicité, hystériquement même. Ensuite nous avons vu à nouveau la même réaction parmi les ouvriers radicalisés qui, attentifs, avaient suivi notre action résolue dans l'affaire de Field et dans la grève des hôtels à New York. Quand ils virent ce qui avait été fait dans la grève de mai à Minneapolis, le même sentiment s'exprima à nouveau: "Ces trotskystes

et la politique. Dans pratiquement toutes les autres grèves, la combativité des ouvriers à la base était freinée d'en haut. Les dirigeants étaient intimidés par le gouvernement, les journaux, le clergé et une chose ou une autre. Ils essayaient de détourner le conflit, des rues et des piquets aux tables de négociations. A Minneapolis, la combativité de la base ne fut pas freinée, mais organisée et dirigée d'en haut.

Il faut une direction politique à toutes les grèves modernes. Les grèves de cette période amenaient le gouvernement, ses agences et ses institutions à intervenir au centre même de chaque situation. Un dirigeant de grève qui n'avait pas une certaine conception d'une ligne politique était déjà bien démodé en 1934. Le mouvement syndical de la vieille école, qui traitait avec les patrons sans interférence gouvernementale, est bon pour le musée. Le mouvement ouvrier moderne doit être dirigé politiquement parce qu'il est confronté au gouvernement à tout moment. Les nôtres étaient préparés pour ça, puisqu'ils étaient politiques et inspirés par des conceptions politiques. La politique de lutte de classe guidait nos camarades. Ils ne pouvaient pas se faire leurrer ou se faire manoeuvrer,

le Minnesota un gouverneur du Farmer Labor Party [Parti ouvrier fermier] censé être du côté des travailleurs.

Les nôtres ne croyaient à personne et à rien d'autre qu'en la politique de lutte de classe et la capacité des ouvriers de gagner par la force de leur masse et leur solidarité. En conséquence, ils s'attendaient dès le début à ce que le syndicat ait à se battre pour son droit d'exister, que les patrons ne céderaient absolument pas sur la reconnaissance du syndicat, sur les augmentations de salaires ou sur la réduction des horaires scandaleux sans qu'on ait à faire pas mal de pressions sur eux. Et ils ont donc tout préparé du point de vue de guerre de classe. Ils savaient que c'est la puissance et non la diplomatie qui réglerait la question. Le bluff ne marche pas pour les choses fondamentales, seulement fortuites. Dans des choses comme les conflits d'intérêts de classe, il faut être prêt à se battre.

Partant de ces concepts généraux, les trotskystes de Minneapolis, pendant qu'ils organisaient les ouvriers, ont planifié une stratégie de bataille. On a vu quelque chose d'unique à Minneapolis, pour la première fois: une grève totalement organisée à l'avance, préparée jusqu'au moindre détail, comme ce que fait, dit-on, l'armée allemande: tout est prévu jusqu'au dernier bouton de l'uniforme du dernier soldat. Quand l'heure de l'échéance est arrivée et que les patrons croyaient qu'ils pouvaient encore manoeuvrer et bluffer, les nôtres étaient en train de mettre sur place une forteresse pour l'action [...].

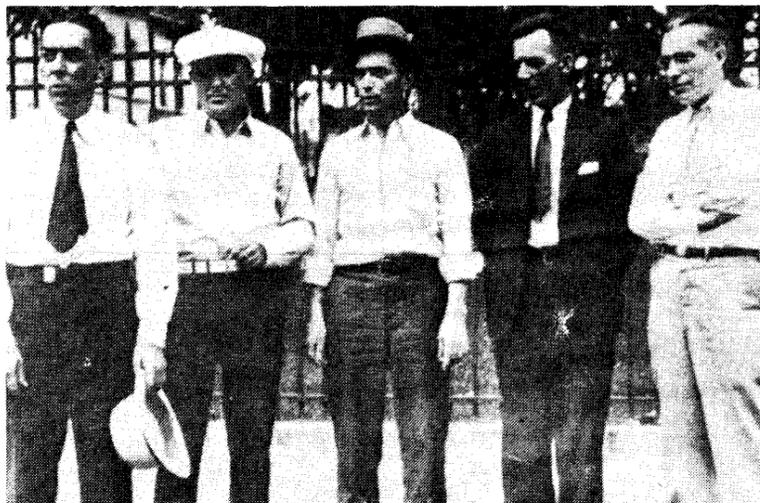
Les nôtres avaient déjà préparé une cantine, ils n'avaient pas attendu que les grévistes aient faim, ils s'étaient organisés à l'avance en préparation de la grève. Ils ont installé un hôpital d'urgence dans un garage -- le quartier général de la grève était dans un garage -- avec leurs propres médecins et leurs propres infirmières avant même que la grève commence. Pourquoi? Parce qu'ils savaient que les patrons, leurs flics, leurs hommes de main et les auxiliaires du shérif essaieraient, dans ce cas comme dans tous les autres, de casser la grève par la force. Ils s'étaient préparés à prendre soin des leurs -- à ne pas les laisser partir, s'ils étaient blessés, dans les hôpitaux de la ville où l'on pourrait les arrêter et les mettre hors de combat. Quand un travailleur était blessé sur le piquet de grève, il était conduit au quartier général de la grève et soigné là.

Ils se sont inspirés des Progressive Miners of America et ont organisé des auxiliaires féminines pour créer des problèmes aux patrons. Et je vous garantis que les femmes leur ont créé pas mal de problèmes, allant partout protester et discréditer les patrons et les autorités municipales, ce qui est une des armes politiques les plus importantes. La direction de la grève a organisé les piquets sur une base de masse. Ce truc de désigner ou d'embaucher quelques personnes -- une ou deux -- pour regarder, compter et rapporter combien de jaunes ont été embauchés, ça ne marche pas dans une vraie lutte. Ils ont envoyé une escouade pour empêcher tous les jaunes de rentrer. J'ai mentionné qu'ils avaient leur quartier général dans un garage et ça, c'est parce que les piquets étaient sur roues. Ils n'ont pas seulement organisé les piquets, ils ont mobilisé une flotte automobile pour les piquets. Ils ont fait appel à tous les grévistes, les sympathisants et les syndicalistes de la ville pour prêter leur voiture ou leur camion. Le comité de grève avait donc toute une flotte à sa disposition. Les piquets volants sur roues étaient stationnés aux points stratégiques dans toute la ville.

A chaque fois qu'on apprenait qu'un camion était utilisé, ou toute tentative de bouger les camions, le "contrôleur" annonçait par haut-parleur, dans le garage, combien de voitures chargées de piquets volants étaient nécessaires pour sortir s'expliquer avec ceux qui faisaient rouler les camions jaunes.

Pendant la grève de mai, ce "contrôleur" était un jeune homme du

Suite page 10



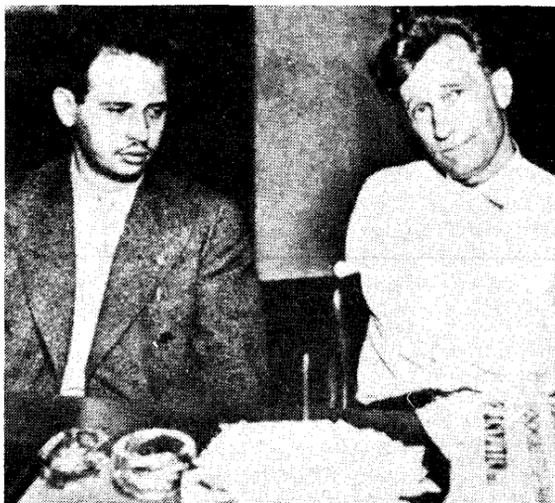
La direction trotskyste a mené la grève générale de Minneapolis à la victoire. De gauche à droite: Grant Dunne, Bill Brown (président du Local 574 des teamsters), Miles Dunne, Albert Goldman. A droite: Max Shachtman et James P. Cannon.

Le comité d'organisation trotskyste a organisé les travailleurs dans l'industrie du transport routier et a ensuite entrepris de mobiliser le reste du mouvement syndical pour soutenir ces travailleurs. Il ne les a pas conduits à une action isolée. Ils ont commencé à travailler à travers le Central Labor Union [union locale], au moyen de réunions avec les bonzes syndicaux ainsi que de la pression de la base, pour que le mouvement syndical de Minneapolis tout entier se prononce en soutien des camionneurs récemment syndicalisés; ils ont travaillé sans relâche pour im-

en veulent. Quand ils entreprennent quelque chose, ils vont jusqu'au bout." Les blagues sur les "sectaires" trotskystes commencèrent à tourner à l'aigre.

Il n'y avait aucune différence essentielle, en fait je ne pense pas qu'il y ait eu la moindre différence sérieuse, entre les grévistes de Minneapolis et les ouvriers impliqués dans une centaine d'autres grèves dans le reste du pays à cette époque. Les ouvriers se battaient avec la plus grande combativité dans pratiquement toutes les grèves. Ce qui faisait la différence, c'était la direction

vrer, comme tant de dirigeants de grèves de cette période l'ont été, par ce mécanisme de sabotage et de destruction connu sous le nom de National Labor Board [commission de conciliation] et tous ses offices auxiliaires. Ils n'avaient aucune confiance dans le Labor Board de Roosevelt. Ils ne pouvaient pas se faire leurrer par l'idée que Roosevelt, ce président libéral "ami des travailleurs", allait aider les camionneurs de Minneapolis à obtenir quelques cents de plus par heure. Ils n'avaient pas non plus d'illusions dans le fait qu'il y avait à cette époque dans



Silverman/Minneapolis Star -- Minnesota Historical Society

plus d'ouvriers, dans des endroits et des industries plus importants socialement. Le trotskysme a apporté l'organisation et la préparation jusqu'au moindre détail. C'est quelque chose de nouveau et c'est quelque chose de spécifiquement trotskyste. Deuxièmement, le trotskysme a introduit dans tous les plans et préparations du syndicat et de la grève, du début jusqu'à la fin, la ligne de classe de combativité, non pas en tant que réaction subjective, comme cela se voit dans toutes les grèves, mais comme politique délibérée basée sur la théorie de la lutte des classes: à savoir qu'on ne peut rien gagner des patrons si on n'a pas la volonté de se battre pour cela et la force de l'arracher.

La troisième contribution du trotskysme à la grève de Minneapolis, qui est la plus intéressante et peut-être la plus concluante, fut que nous avons rencontré les médiateurs du gouvernement sur leur propre terrain. Parce qu'il faut bien dire qu'une des choses les plus pathétiques qu'on pouvait observer à cette époque, c'était de voir comment grève après grève, les ouvriers se faisaient manoeuvrer et couper en morceaux et leur grève se faisait démolir par les "amis des travailleurs", sous la forme de médiateurs du gouvernement.

Ces habiles canailles arrivaient, profitaient de l'ignorance et du manque d'expérience et de l'insuffisance politique des dirigeants locaux, et ils leur assuraient qu'ils étaient leurs amis. Leur mission était de "régler le problème" en extorquant des concessions au camp le plus faible. Les dirigeants des grèves inexpérimentés et non éduqués politiquement étaient leurs victimes [...].

Ils sont arrivés à Minneapolis, tout prêts pour leur numéro habituel. Nous les attendions, tranquillement. Nous avons dit: "Allons. Vous voulez négocier, n'est-ce pas? Très bien. C'est parfait." Bien sûr, nos camarades ont formulé ça dans le langage plus diplomatique du "protocole" des négociations, mais c'était la teneur de notre attitude. Eh bien, ils n'ont jamais négocié deux cents de la part des dirigeants trotskystes du Local 574. Ils ont reçu une dose de négociation et de diplomatie dont ils ne se sont pas encore remis. Nous en avons usé trois avant que la grève débouche finalement sur un accord.

[...] La grève a été une lutte dure et amère, mais nous nous sommes beaucoup amusés en préparant les séances du comité de négociations du syndicat avec les médiateurs. Nous les méprisions tous, eux et leurs sales trucs et artifices, ainsi que leurs poses hypocrites de compréhension et d'amitié envers les grévistes. Ils n'étaient rien d'autre que les agents du gouvernement de Washington, lequel à son tour est l'agent de la classe des employeurs tout entière. Ceci est parfaitement clair pour un marxiste, et nous nous sommes plutôt sentis insultés qu'ils aient pu penser que nous pourrions être attrapés avec les méthodes qu'ils employaient avec les novices. Pourtant, ils ont essayé. Apparemment ils ne connaissaient pas d'autre méthode. Mais ils n'ont pas avancé d'un pouce tant qu'ils ne sont pas retournés à l'affaire elle-même, fait pression sur les patrons et fait des concessions au syndicat. L'expérience politique collective de notre mouvement a été très utile pour traiter avec les médiateurs fédéraux. Contrairement aux sectaires stupides, nous ne les avons pas ignorés. Parfois nous prenions l'initiative des discussions. Mais nous ne les avons pas laissés nous utiliser, et nous ne leur avons pas fait confiance une seule seconde. Notre stratégie générale dans la grève était de se battre jusqu'au bout, de ne rien concéder à personne, de tenir bon et de se battre. Ça, c'était la contribution trotskyste numéro 4. Ça peut sembler être une recommandation très simple et évidente, mais ce n'est pas le cas. Ce n'était pas évident pour la grande majorité des dirigeants de grèves de l'époque.

La cinquième et dernière contribution que le trotskysme a faite dans la grève de Minneapolis, c'est la publication du journal de grève quotidien, le *Daily Organizer*. Pour la première fois dans l'histoire du mouve-

ment ouvrier américain, les grévistes ne dépendaient pas de la presse capitaliste, ne se faisaient pas abuser ou terroriser par elle, ne voyaient pas le sentiment public désorienté par le monopole des capitalistes sur la presse. Les grévistes de Minneapolis publiaient leur propre quotidien. Et ce fut fait non pas par un demi-million de mineurs, ou une centaine de milliers d'ouvriers de la sidérurgie ou de l'automobile, mais par une simple section syndicale de 5000 camionneurs, un nouveau syndicat de Minneapolis qui avait une direction trotskyste. Cette direction comprit que la publicité et la propagande sont d'une extrême importance, et c'est quelque chose que très peu de dirigeants syndicaux savent. C'est pratiquement impossible de faire comprendre l'effet formidable



James P. Cannon dirigeant du SWP américain

qu'a eu ce journal quotidien. Ce n'était pas un grand journal. Juste un tabloïde de deux pages. Mais cela contrecarrait complètement la presse capitaliste. Après un ou deux jours, ça nous était égal de savoir ce que disaient les quotidiens des patrons. Ils imprimaient un tas de choses, mais cela ne faisait pas tellement de différence parmi les grévistes. Ils avaient leur propre journal et considéraient ses reportages comme parole d'évangile. Le *Daily Organizer* couvrait toute la ville. Les grévistes au quartier général le recevaient directement de l'imprimerie. Les auxiliaires féminines le vendaient dans tous les cafés où il y avait des ouvriers. Dans beaucoup de bars des quartiers ouvriers, on laissait tout un paquet de journaux sur le comptoir avec une boîte en fer blanc à côté pour les contributions financières. On ramassa pas mal de dollars comme ça et les barmen, solidaires de la grève, surveillaient cela attentivement.

Les syndicalistes avaient l'habitude de venir des ateliers et des dépôts de chemin de fer chaque nuit pour prendre des paquets d'*Organizer* à distribuer aux hommes de leurs brigades. La puissance de ce petit journal, son emprise sur les travailleurs, était indescriptible. Ils croyaient l'*Organizer* et aucun autre journal. De temps à autre, un article paraissait dans la presse capitaliste au sujet d'un nouvel événement dans la grève. Les travailleurs ne le croyaient pas. Ils attendaient l'*Organizer* pour savoir quelle était la vérité. La déformation des faits de la grève et les inventions pures et simples -- qui ont détruit le moral de plus d'une grève -- ne marchaient pas à Minneapolis. Plus d'une fois, parmi une foule qui se rassemblait toujours autour du quartier général de la grève quand le dernier numéro de l'*Organizer* était arrivé, on pouvait entendre des remarques du genre: "Tu vois ce que dit l'*Organizer*. Je t'avais dit que cette histoire dans le Tribune était un foutu mensonge." C'était le sentiment général des travailleurs envers la voix des ouvriers dans cette grève, le *Daily Organizer*.

Cet instrument puissant n'a pas coûté un sou au syndicat. Au contraire,

le *Daily Organizer* a fait des bénéfices dès le premier jour et a permis à la grève de continuer quand il n'y avait plus d'argent dans la caisse. Les bénéfices de l'*Organizer* payaient les dépenses quotidiennes de la cantine. Le journal était distribué gratuitement à quiconque le voulait, mais presque tous les travailleurs favorables à la lutte donnaient entre une pièce de cinq cents et un dollar pour un exemplaire. Le moral des grévistes était soutenu par ça, mais avant tout l'*Organizer* jouait un rôle formateur. Tous les jours le journal avait les nouvelles de la grève, quelques plaisanteries sur les patrons, quelques informations sur ce qui se passait dans le mouvement ouvrier. Il y avait même une caricature quotidienne, dessinée par un camarade sur place. Ensuite, il y avait un éditorial qui tirait les leçons des dernières 24 heures, jour après jour, et qui montrait la voie à suivre. "Voilà ce qui s'est passé. Voilà ce qui va arriver ensuite. Voici notre position." Les travailleurs en grève étaient armés et préparés à l'avance pour toutes les manoeuvres des médiateurs ou du gouverneur Olson. Nous serions de piètres marxistes si nous ne pouvions pas voir 24 heures à l'avance. Nous avons prédit ce qui allait se passer tellement de fois que les grévistes commençaient à considérer nos prévisions comme des nouvelles et à y accorder le même crédit. Le *Daily Organizer* était la plus importante de toutes les armes dans l'arsenal de la grève de Minneapolis. Je peux dire sans hésitation que de toutes les contributions que nous avons faites, la plus décisive, celle qui a vraiment fait pencher la balance vers la victoire, fut la publication du quotidien. Sans l'*Organizer* nous n'aurions pas gagné la grève.

[...] La grève présentait un casse-tête au gouverneur Floyd Olson du Farmer-Labor. Nous savions dans quelles contradictions il était. D'un côté, il était censé être un représentant des ouvriers; de l'autre, il était le gouverneur d'un Etat bourgeois, qui avait peur de l'opinion publique et de ses employeurs. Il était pris en sandwich entre son obligation de faire quelque chose, ou de sembler faire quelque chose, pour les travailleurs, et sa peur de laisser cette grève dépasser les bornes. [...]

Poussé et harcelé par les deux camps, ayant peur d'aider les grévistes et peur de ne pas les aider, Floyd Olson déclara la loi martiale. C'est vraiment une des choses les plus fantastiques qui se soient jamais produites dans l'histoire du mouvement ouvrier américain. Un gouverneur Farmer-Labor a proclamé la loi martiale et a empêché les camions de rouler. C'était censé être un point marqué par les travailleurs. Mais ensuite il permit aux camions de rouler avec des autorisations spéciales. C'était un point pour les patrons. Naturellement, autorisation ou pas, les piquets entreprirent d'arrêter les camions. Ensuite, quelques jours plus tard, la milice du gouverneur Farmer-Labor faisait une descente au quartier général de la grève et en arrêtait les dirigeants.

J'anticipe un peu. Après la proclamation de la loi martiale, les premières pertes, les premiers prisonniers militaires d'Olson et de sa milice furent moi-même et Max Shachtman. Je ne sais pas comment ils avaient su que nous étions là, parce que nous ne nous montrions pas beaucoup en public. [...]

Ils nous ont gardés 48 heures en prison; ensuite ils nous ont amenés devant un tribunal. Je n'avais de ma vie jamais vu autant de baïonnettes en un seul endroit. Il y en avait à l'intérieur et tout autour du tribunal. Tous ces jeunes "culsterreux" et ces cols blancs du fin fond de l'Etat dans la milice paraissaient très désireux de se servir un petit peu de leurs baïonnettes. Quelques-uns de nos amis étaient dans la salle du tribunal, observant les débats. Finalement, le juge nous a remis aux militaires, et Shachtman et moi avons été escortés à travers les corridors et dans les escaliers entre deux rangs de miliciens baïonnette au canon. Quand ils nous ont fait sortir du tribunal, nous avons entendu un cri au-dessus de nous.

Bill Brown et Mick Dunne étaient confortablement assis à une fenêtre du troisième étage et regardaient la scène, en riant et en nous faisant des signes. "Faites attention à ces baïonnettes", a crié Bill. Tout était matière à rire à Minneapolis. Quand, quelques jours plus tard, Bill et Mick ont été arrêtés par la milice, ils l'ont pris tout autant à la rigolade.

[...] Nous voulions avant tout sortir afin de pouvoir aider le comité directeur du syndicat. Nous avons décidé d'accepter l'offre qu'ils faisaient. Ils ont dit: Si vous acceptez de quitter la ville, vous pouvez partir. Donc nous avons dit: Très bien. Nous sommes allés à St. Paul, de l'autre côté de la rivière. Là, toutes les nuits nous avions des réunions du steering committee [comité dirigeant] tant qu'il y avait des camarades dirigeants hors de prison. Le steering committee de la grève, quelquefois avec Bill Brown, quelquefois sans lui, montait dans une voiture, roulait jusque là-bas, parlait des expériences de la journée et préparait la journée suivante. Il n'y eut jamais, pendant toute la grève, une décision sérieuse qui ne fut pas planifiée et préparée à l'avance.

Ensuite, il y a eu le raid sur le quartier général de la grève. Un matin, les soldats de la milice ont encerclé le quartier général à 4 heures du matin, et ils ont arrêté des centaines de membres des piquets de grève et tous les dirigeants de la grève sur qui ils ont pu mettre la main. Ils ont arrêté Mick Dunne, Vincent Dunne, Bill Brown. Dans leur précipitation, ils ont "manqué" quelques-uns des dirigeants. Farrell Dobbs, Grant Dunne et quelques autres leur ont glissé entre les doigts. Ces derniers ont simplement formé un autre comité et organisé des quartiers généraux de remplacement dans quelques garages amis; les piquets, organisés clandestinement, ont continué avec une grande vigueur. La lutte a continué et les médiateurs ont continué leurs magouilles.

Le premier envoyé fut un homme du nom de Dunnigan. C'était un personnage d'allure imposante, qui portait des pince-nez accrochés à un ruban noir et qui fumait de gros cigares, mais il ne savait pas grand-chose. Après avoir essayé en vain, un certain temps, de bousculer les dirigeants de la grève, il élaborait une proposition de compromis qui prévoyait des hausses de salaires substantielles pour les travailleurs, sans satisfaire toutes leurs revendications. Entre-temps, un des meilleurs négociateurs de Washington, un prêtre catholique, le père Haas, avait été envoyé sur place. Il soutint la proposition de Dunnigan, qui devint le "plan Haas-Dunnigan". Les grévistes l'acceptèrent immédiatement. Les patrons tergiversèrent et se retrouvèrent obligés de s'opposer à une proposition du gouvernement, mais ça ne sembla pas les gêner. Les grévistes exploitèrent efficacement la situation en mobilisant l'opinion publique en leur faveur. Ensuite, quelques jours après, le père Haas s'aperçut qu'il ne pouvait pas faire pression sur les patrons, et il décida donc de faire pression sur les grévistes. Il présenta carrément la question devant le comité de négociations: "Les patrons ne vont rien céder, donc vous devez céder. La grève doit aboutir à un règlement; Washington insiste."

Les dirigeants de la grève répondirent: "Non, vous ne pouvez pas

Suite page 12

Pour contacter la LTF

Paris Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen M. Benoît
BP 817
76009 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86

Lyon M. Delalandre
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

KAL 007: les pilotes savaient

Ronald Reagan s'est foutu dans le pétrin avec l'affaire Iran-contras, mais les médias américains font tout ce qu'ils peuvent pour réduire les dégâts. Et il est toujours tabou de parler de l'opération secrète la plus sinistre et la plus dangereuse de Reagan: la provocation de l'avion espion de la Korean Air Lines, le vol 007 où, dans la nuit du 31 août au 1er septembre 1983, plus de 200 passagers innocents ont été sacrifiés dans une opération de pénétration de l'espace aérien soviétique. Dans un ouvrage récemment publié, *The Target Is Destroyed* [la cible est détruite] (1986), l'auteur Seymour Hersch (un journaliste américain libéral, lauréat du prix Pulitzer), essaie d'enterrer définitivement la question et réfute toutes les "théories conspiratrices". Mais partout ailleurs, en dehors des Etats-Unis, les gens sensés voient un lien entre la Maison Blanche et l'affaire du boeing sud-coréen.

Et voilà que ce qu'il y a de plus proche d'un témoin de l'opération -- et ce serait même probablement plutôt un complice -- vient démolir tout ce que dit Hersch. Y.M. Park, capitaine du vol 015 de la KAL, qui a décollé d'Anchorage 14 minutes après le vol 007, a rompu un silence de trois ans pour accorder une interview au mensuel sud-coréen *Chosun*. Il y a deux ans, juste avant d'avoir à témoigner dans le procès intenté par les familles des victimes contre le gouvernement américain, ce pilote avait soudainement démissionné de la KAL et refusé de parler. Mais après avoir lu une traduction condensée du livre de Hersch, Park s'est apparemment senti obligé de sortir de son silence pour "régler certains malentendus" (*New York Times*, 28 décembre 1986).

Park réfute la thèse de l'"accident" défendue par Hersch, comme quoi le capitaine Chun aurait par erreur programmé un raccourci sur son système de navigation pour économiser du carburant. Il qualifie cela de "conjecture ridicule". Quant à la supposition de Hersch que Chun aurait quitté la cabine de pilotage pendant cinq heures pour bavarder avec les passagers et qu'il n'était donc pas présent au moment où tous ses instruments lui signalaient qu'il était complètement en dehors de la trajectoire normale, Park dit, d'après l'article du *Times*,

qu'il a eu un échange radio avec le capitaine Chun "presque trois heures après le décollage [...] à peu près au moment où le vol 007 pénétrait l'espace aérien soviétique au-dessus de la péninsule du Kamchatka". Chun était donc dans la cabine de pilotage au moment crucial. Park dit aussi que lorsqu'il demanda à Chun pourquoi le vol 007 prenait du retard, "la réponse du capitaine Chun fut brusque et brève. Il semblait

D'autres indices apparaissent et montrent que les pilotes de la KAL savaient. En 1984, l'avocat Melvin Belli, qui représentait plusieurs familles de victimes, a révélé que les veuves du pilote et du copilote du vol 007 lui avaient dit que leurs maris étaient souvent payés pour pénétrer dans l'espace aérien soviétique. Un autre avocat a rapporté au journal *Nation* (17 août 1985) que la veuve du capitaine Chun avait

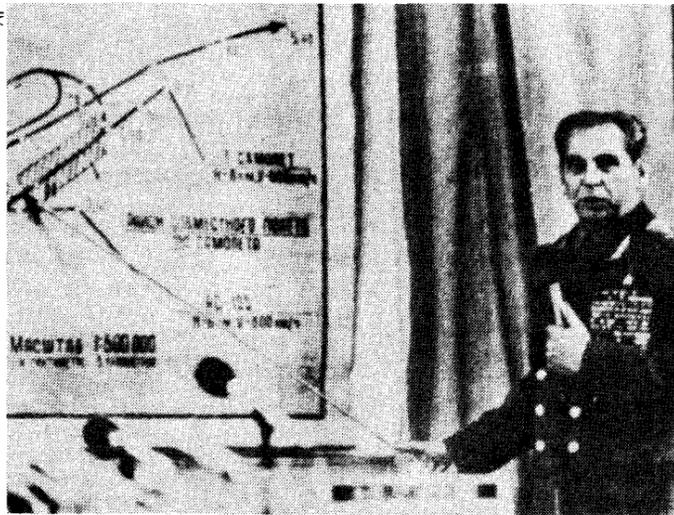
la troisième guerre mondiale." Un des officiers a déclaré qu'un général des forces aériennes lui a demandé d'envoyer un rapport secret falsifié au Pentagone pour justifier des provocations américaines. Six avions intercepteurs F-15 et un avion de surveillance électronique AWACS reçurent l'ordre de "croiser à proximité du territoire près de Sakhaline" et de "tirer parti de la situation" -- autrement dit de provoquer un incident.

Pendant ce temps, à Washington, John Lenczowski, du Conseil national de sécurité, réunissait un groupe de politiciens conservateurs dans les milieux gouvernementaux pour décider des "mesures militaires à prendre": "Nous voulions des actes -- des actes militaires", se rappelle un des membres du groupe. "Nous avons discuté de tout, d'attaquer Cuba jusqu'à repousser les Soviétiques en Europe de l'Est" [...]. Les propositions de Lenczowski furent attachées, selon les ordres de Clark [conseiller de la sécurité nationale], aux études d'options du Conseil national de sécurité sur la crise" (*The Target Is Destroyed*). Cinq mois plus tôt, au cours des manœuvres les plus importantes de la marine américaine depuis la Deuxième Guerre mondiale dans le Pacifique nord, le porte-avions *Midway* s'est tout à coup mis en silence radio et s'est dirigé vers le territoire soviétique des Iles Kouriles, et six jets de la marine américaine ont violé les frontières soviétiques en survolant l'île de Zeleni.

L'affaire du KAL 007 était le point culminant d'une série de provocations militaires contre les Soviétiques. Et depuis, la dangereuse course aux armements nucléaires de Washington poursuit son cours sans être contrariée. Si Reagan n'a pas appuyé sur le bouton au moment du KAL 007, c'est parce qu'il ne se sentait pas prêt. S'il n'envahit pas le Nicaragua aujourd'hui, c'est parce que certains à Washington ont peur de ne pas avoir le soutien populaire nécessaire. Ces gens-là ont envoyé un avion de ligne civil à sa perte pour "chatouiller" les défenses aériennes soviétiques, risquant la troisième guerre mondiale. Aujourd'hui, les Dr Folamour de la Maison Blanche ont été blessés par Irangate-contragate, mais les animaux féroces sont aussi dangereux quand ils sont blessés.

-- Adapté de *Workers Vanguard* n°419

Le 9 septembre 1983, lors d'une conférence de presse à Moscou, le maréchal Ogarikov dénonçait la provocation du vol KAL 007 en révélant que le 747 sud-coréen opérait de concert avec un avion espion américain RC-135.



qu'il était nerveux et cachait quelque chose". Park propose une explication tout aussi risible à tout cela: Chun aurait découvert une erreur de navigation, mais, par crainte de perdre la face ou d'être sévèrement puni par la KAL, il a continué sa trajectoire au-dessus de l'Union soviétique au risque de se faire descendre! Park avait d'autres détails à donner: c'est lui qui a relayé à Anchorage les messages (faux) de Chun sur sa position quand le vol 007 s'est trouvé hors de portée des contrôles radio d'Alaska. Park ne pouvait ignorer que les messages de Chun non seulement avaient un retard alarmant mais ne correspondaient pas à la réalité. Bref, les faits suggèrent fortement que Park était complice dans l'opération. Ce ne serait pas la première mission militaire que ces deux hommes aient accomplie ensemble: Chun était officier subalterne sous les ordres de Park lorsqu'ils étaient tous deux dans les Forces aériennes sud-coréennes.

déclaré que son mari "lui avait dit que le vol 007 était une mission particulièrement dangereuse". Et, le 11 novembre dernier, parlant à Brown University, un haut fonctionnaire du département d'Etat en retraite, John Keppel, a révélé un reportage sud-coréen faisant état que l'épouse de Chun avait pris une assurance supplémentaire sur la vie de son mari d'environ 36 000 dollars avant que Chun parte pour le vol 007 fatal.

La provocation du KAL 007 a failli déclencher l'apocalypse dont rêve tant Reagan. Pour tenter un minimum de paraître objectif, Seymour Hersch révèle certaines des impulsions dangereuses qu'il y eut dans le gouvernement ou les forces armées au lendemain de l'événement. "Certains officiers de haut rang des forces aériennes ou de la marine du Pacifique 'se sont énervés', se rappelle un des officiers, et ont commencé à dresser des plans de représailles contre l'Union soviétique, 'qui auraient pu déclencher

Minneapolis...

Suite de la page 11

faire ça. Un marché est un marché. Nous avons accepté le plan Haas-Dunnigan. Nous nous battons pour votre plan. Votre honneur est en jeu ici." Sur ce, le père Haas déclara -- c'est une autre menace qu'ils brandissent toujours contre les dirigeants de la grève: "Nous allons nous adresser à la base du syndicat au nom du gouvernement des Etats-Unis." Cette menace fait habituellement trembler de peur des dirigeants syndicaux inexpérimentés.

Mais les dirigeants de la grève de Minneapolis n'étaient pas effrayés. Ils ont dit: "Très bien, allez-y." Donc ils ont arrangé une réunion pour

lui. Oh, il a eu une réunion qu'il n'avait jamais réclamée. Cette réunion, comme toutes les autres actions importantes entreprises pendant la grève, avait été planifiée et préparée à l'avance. A peine le père Haas avait-il fini son discours que la tempête se déchaîna sur lui. Un par un, les grévistes du rang se levèrent et lui montrèrent qu'ils avaient bien retenu les interventions qui avaient été définies en réunion de préparation. Ils le chassèrent presque de la réunion. Ils le rendirent physiquement malade. Il jeta l'éponge et quitta la ville. Les grévistes votèrent à l'unanimité de condamner sa tentative perfide de saboter leur grève et par là leur syndicat.

Dunnigan était fini, le père Haas était fini. Ensuite, ils ont envoyé un troisième médiateur fédéral. Il

avait à l'évidence retenu des tristes expériences des deux autres qu'il ne devait pas essayer d'attrapenigauds. M. Donaghy, je crois qu'il s'appelait comme ça, se mit immédiatement au travail et en quelques jours élaborait un accord qui était une victoire substantielle pour le syndicat.

[...] A Minneapolis, nous avons vu la combativité innée des ouvriers se fondre avec une direction politiquement consciente. Minneapolis a montré combien grand peut être le rôle d'une telle direction. Il a donné de grandes espérances pour le parti fondé sur des principes politiques corrects, fondu et uni à la masse des ouvriers américains. Dans cette combinaison, on peut voir la force qui conquerra le monde entier.

Durant cette grève, tout aussi plongés que nous fussions jour après jour dans des détails innombrables et soumis à la pression constante des événements quotidiens, nous n'oublions pas le côté politique du mouvement. Dans le steering committee, à l'occasion, nous avons discuté non seulement des problèmes immédiats et quotidiens de la grève, mais aussi, du mieux que nous pouvions, nous nous tenions en éveil et vigilants à propos de ce qui se passait dans le monde en dehors de Minneapolis. A cette époque, Trotsky était en train d'élaborer une de ses opérations tactiques les plus audacieuses. Il proposait que les trotskystes de France trouvent

leur chemin dans le secteur gauche revivifié de la social-démocratie française et y travaillent en tant que fraction bolchévique. Il s'agissait du fameux "tournant français". Nous discutons cette proposition dans le feu de la grève à Minneapolis. Nous l'avons traduite pour l'Amérique en une injonction à s'amalgamer plus rapidement avec l'American Workers Party [le parti dirigé par Muste]. L'AWP était à l'évidence le groupe politique le plus proche de nous et allait vers la gauche. Nous avons décidé de recommander à la direction nationale de notre League de prendre des mesures décisives pour accélérer l'unification et la réaliser avant la fin de l'année. Les mustistes avaient dirigé une grande grève à Toledo. Les trotskystes s'étaient distingués à Minneapolis. Toledo et Minneapolis étaient liés comme deux symboles jumeaux des sommets atteints par la combativité prolétarienne et par la direction consciente. Ces deux grèves tendaient à rapprocher les militants engagés dans ces batailles; à provoquer un courant de sympathie entre eux, les rendant plus désireux d'une collaboration étroite. Tout montrait qu'il était évident que c'était le moment de donner le signal à l'unification de ces deux forces. Nous sommes revenus de Minneapolis avec ce but en tête et nous avons avancé résolument vers la fusion des trotskystes et de l'American Workers Party pour lancer un nouveau parti: la section américaine de la Quatrième Internationale.

WORKERS VANGUARD
Reaganite Racists, Nazis, Zionists
Contras' Godfathers
Defend Nicaragua!

ABONNEZ-VOUS!

Workers Vanguard
journal de la
Spartacist League/US:
24 numéros -
50F par mer
200F par avion

Commandez la
brochure "KAL 007"
8F port inclus

Ecrire au Bolchévik:
B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

A Spartacist Pamphlet 50¢
**KAL 007:
U.S. War Provocation**
Young Spartacist

Depuis plus de dix ans, Andreï Sakharov est le "dissident" soviétique le plus coté et le plus louangé de l'impérialisme. Et pour de bonnes raisons. Il a à plusieurs reprises appelé le monde capitaliste à user du chantage économique et politique contre l'URSS. Cet homme, qui a joué un rôle clé dans le développement de la bombe H soviétique, n'a cessé d'encourager les militaristes de l'OTAN à développer leur arsenal nucléaire. Beaucoup plus respectable et influent que Soljenitsyne, chauvin slave et tsariste illuminé, Sakharov a été la voix russe la plus retentissante de la guerre froide menée contre l'Union soviétique. En 1984, après avoir soutenu publiquement les efforts de Reagan pour se doter d'une capacité de première frappe nucléaire, nous avons demandé que Sakharov et sa complice et épouse Elena Bonner soient jugés comme traîtres à l'Union soviétique et à l'héritage de la révolution d'Octobre.

Il semble que Gorbatchev ait trouvé un autre moyen. Le nouveau dirigeant soviétique a réussi à retourner le célèbre dissident pro-impérialiste en mettant fin à son exil intérieur à Gorki et en grâçant Bonner, qui avait été condamnée pour activités antisoviétiques. Gorbatchev, qui a parlé personnellement à Sakharov au téléphone, l'a peut-être retourné honorablement, c'est-à-dire en l'éloignant de ses parrains de Washington. De retour à Moscou et parlant à la télévision américaine, Sakharov a lu une liste de neuf prisonniers politiques qu'il voulait voir libérer, mais il a déclaré: "J'ai beaucoup de respect pour Mikhail Sergueevitch Gorbatchev", puis il s'est attaqué au projet de guerre des étoiles de Reagan: "Je pense qu'un ennemi potentiel qui a une technologie très développée peut toujours trouver le moyen de contourner des défenses spatiales et c'est beaucoup plus facile et moins cher."

"Sakharov a-t-il retourné sa veste", s'est demandé l'éditorialiste Lars-Erik Nelson (*Washington Post*, 2 janvier). Il ne fait pas de doute que la Maison Blanche se sente trahie par son dissident soviétique favori, quoique ces jours-ci elle ait des sujets de préoccupation bien plus urgents. Alors peut-être que Sakharov va dire à Mme Bonner de la fermer. (Quand elle est allée à Boston en 1985, après tout un tohu-bohu international sur le besoin urgent de traiter son cancer, les médecins lui ont demandé pourquoi elle ne cessait pas de fumer cinq paquets de cigarettes par jour. "Il semble qu'elle fume plus que la ville de Pittsburgh à elle toute seule", a dit l'un d'eux.)

LES TRAITRES SAKHAROV A GORKI

Lorsqu'en décembre 1979, l'armée soviétique est intervenue en Afghanistan pour écraser la contre-révolution des mollahs, propriétaires terriens, tribalistes et bandits soutenus par la CIA, l'impérialisme américain est devenu fou. Jimmy Carter a déclaré un embargo sur les céréales destinées à l'URSS, a interdit aux sportifs américains de participer aux Jeux olympiques de Moscou et a ouvertement menacé d'actions militaires l'Union soviétique dans le golfe Persique. Non seulement Sakharov a soutenu cette politique,

Sakharov retourné à Moscou

mais il a même réclamé des actions plus poussées de la part de l'Occident en soutien aux *contras* afghans, ces intégristes islamiques qui assassinent les instituteurs parce qu'ils apprennent à lire aux jeunes filles. C'est pour cela que Sakharov a été sacré en Occident champion des droits de l'homme.

C'est cette provocation qui a finalement décidé le Kremlin à envoyer Sakharov en exil intérieur à Gorki. Mais il n'a pas pour autant cessé son agitation antisoviétique. Ce fut un tir de barrage d'articles, lettres, messages, qu'Elena Bonner livrait à l'ambassade américaine à Moscou et aux médias occidentaux. En été 1983, Sakharov publia une lettre ouverte au prestigieux journal américain *Foreign Affairs* dans laquelle il préconisait le développement de missiles MX et le déploiement de Pershing 2 et de missiles de croisière en Europe de l'Ouest: "S'il faut dépenser quelques milliards de dollars sur des missiles MX pour changer la situation, écrivait-il, c'est peut-être ce que l'Occident doit faire." Sakharov s'était donc aligné sur les bellicistes reaganiens non seulement contre l'Union soviétique, mais aussi contre le gros des libéraux américains et des sociaux-démocrates d'Europe occidentale. Lars-Erik Nelson admet aujourd'hui que "la lettre de Sakharov n'était pas loin de la trahison".

Malgré tout, les dirigeants du Kremlin continuaient à prendre des gants avec lui. Il bénéficiait avec Bonner d'un niveau de vie bien au-dessus de celui de l'ouvrier ou du kolkhozien soviétique moyen. Il n'était pas question de laisser Sakharov émigrer à l'Ouest. En tant que père de la bombe H soviétique, Sakharov est en possession d'informations secrètes sur la défense militaire soviétique qui n'étaient pas nécessairement dépassées avec le temps. Et étant donné ses sympathies politiques réaffirmées plus d'une fois, il aurait certainement craché tout ce qu'il savait une fois devant la CIA sur le sol du "monde libre". En conclusion de notre article "Les traîtres Sakharov doivent être jugés" (*le Bolchévik* n°48, juillet 1984), nous faisons "une modeste proposition": que Sakharov soit échangé contre le père de la bombe H américaine, Edward Teller. Aujourd'hui, Sakharov reconnaît lui-même qu'émigrer à l'Ouest est "impossible à cause de [son] travail secret" (*New York Times*, 24 décembre 1986).

SAKHAROV ET LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE

Pour l'instant, Sakharov semble vouloir jouer le rôle d'opposition loyale à Gorbatchev, dont il apprécie les réformes. Lors de sa conférence de presse à Moscou, il a déclaré: "Je pense qu'un grand changement pour le mieux est en train de se produire dans le domaine de l'ouverture [...]. Je suis heureux que ces changements se produisent, mais je pense qu'ils devraient aller plus loin." Gorbatchev a demandé à Sakharov de "reprendre son travail pour

la patrie", et le *Guardian* de Londres (24 décembre 1986) spécule que "ce sur quoi Gorbatchev semble miser, c'est sur l'espoir que les dissidents de l'époque de Brejnev deviennent une sorte d'opposition loyale à Gorbatchev".

Du temps de Staline, le seul opposant loyal était un opposant mort. Et Sakharov aurait été tout simplement fusillé la première fois où il a ouvert la bouche. Mais le stalinisme, système de domination bureaucratique

à certains émigrés de revenir, y compris des Etats-Unis, et de récupérer leur citoyenneté soviétique, la patrie de la révolution d'Octobre a marqué un bon point de propagande et infligé une giflette cinglante au "monde libre".

Aux Etats-Unis où nos camarades combattent le gouvernement qui essaie de refuser sa citoyenneté à Margaret Randall, dont les sympathies vont à gauche et qui a vécu plusieurs années en Amérique latine,



De retour à Moscou; Sakharov s'écarte de son rôle de "dissident" pro-US.

Det Spiegel

basé sur la propriété collectivisée, n'est pas synonyme de la personne de Staline. C'était quelqu'un de particulièrement odieux, un psychopathe paranoïaque qui a assassiné des millions de gens, y compris les compagnons d'armes de Lénine et la crème des communistes russes. Il aura fallu trente ans à l'Union soviétique pour avoir, en la personne de Gorbatchev, un stalinien qui ne soit pas personnellement taché par le règne sanglant de Staline.

La bureaucratie du Kremlin n'en reste pas moins profondément hostile à la démocratie ouvrière et effrayée par la justice prolétarienne. Nous condamnons fortement la pratique stalinienne consistant à priver les dissidents, les oppositionnels et les émigrés de leur citoyenneté soviétique. S'ils ont commis des crimes, on doit les inculper et les juger publiquement et équitablement. En ayant recours à des mesures administratives comme celle de priver les oppositionnels de leur citoyenneté, la bureaucratie montre son mépris de la légalité soviétique et sa profonde méfiance des masses. Par crainte de la popularité et de l'autorité de Trotsky qui étaient encore fortes parmi les ouvriers avancés, Staline en 1929 a fait déporter secrètement celui qui avait dirigé avec Lénine la révolution d'Octobre. Quelques années plus tard, il priva Trotsky et sa femme Natalia Sedova de leur citoyenneté soviétique -- ce qui n'avait alors encore jamais été fait. Finalement, en 1940, il faisait assassiner Trotsky. Après le discours secret de Khrouchtchev en 1956 qui dénonçait certains des crimes de Staline, le mouvement trotskyste a soutenu la demande de Natalia Sedova de recouvrer sa citoyenneté soviétique. Dans la mesure où l'Union soviétique a rompu avec la tradition de Staline et a permis

le dernier bulletin du Partisan Defense Committee [cf. "Défense internationale des prisonniers de classe", *le Bolchévik* n°69, janvier] déclare: "La citoyenneté est un droit naturel inaliénable de la révolution bourgeoise. Quelqu'un peut décider de renoncer à sa citoyenneté, puis décider de la reprendre. C'est le choix de l'individu, pas de l'Etat. Mais comme le cas de Margaret Randall le montre, le gouvernement américain joue du refus de citoyenneté comme d'une arme et essaie d'intimider tous les citoyens. Même l'Union soviétique, qui a certainement besoin de se défendre contre une bande de 'dissidents' inspirés par l'impérialisme US, refuse aujourd'hui la citoyenneté comme réflexe politique. C'est contraire aux traditions historiques de la Révolution bolchévique qui proclamait le droit à la citoyenneté pour tous les travailleurs vivant sur le territoire russe" (*Class Struggle Defense Notes* n°3, décembre 1986).

Sakharov a représenté les éléments de l'élite petite-bourgeoise soviétique qui ont capitulé devant l'impérialisme. Il semble que Gorbatchev ait réussi assez élégamment à l'écarter du rôle qu'il avait joué comme éminent participant soviétique à la machine de propagande occidentale de guerre froide. Mais, tant que l'Union soviétique restera confrontée à des puissances capitalistes hostiles plus avancées économiquement, la bureaucratie stalinienne et sa périphérie intellectuelle continueront à produire des Sakharov. La seule voie pour mettre fin au terrible danger de l'holocauste nucléaire est de revenir au programme de Lénine et de Trotsky. Ce qu'il faut, ce n'est pas amadouer les impérialistes, c'est une révolution prolétarienne internationale qui balaie tous les vautours de Wall Street et du Marché commun et les militaristes de l'OTAN à leur service.

-- Traduit de *Workers Vanguard* n°419

PTT...

Suite de la page 4

grève pour le 13, jour où les syndicats devaient être reçus par le ministre des PTT -- proposition qu'ils ne soumettront d'ailleurs jamais au vote! Les laquais de Bergeron, eux, ressortent leur gadget jaune de l'unité des fédérations". (Ils expliqueront par ailleurs que la "seule chose qui a manqué" à la SNCF, c'est "la rencontre des sept fédérations" syndicales!) Et tous de marteler -- avant même que la grève soit votée: La grève est minoritaire, on est contre les grèves minoritaires. L'offensive anti-grève atteindra son but. Les travailleurs ont la grève des cheminots

sous les yeux; ils sentent bien qu'une lutte contre l'austérité gouvernementale sera une dure épreuve de force qui exige une direction solide et déterminée. Or, à peine commencée, la grève est ouvertement poignardée dans le dos par les prétendus représentants syndicaux du personnel. La grève sera repoussée par l'AG, un tiers seulement se prononçant en sa faveur. Le PCI a bien gagné le salaire que lui versé Bergeron.

Au centre de tri de l'arrivée-nuit des Chèques postaux, à Paris, les travailleurs, qui font des arrêts de travail quotidiens depuis mi-novembre, décident spontanément le 6 janvier une grève de 48 heures. Elle sera reconduite pendant six nuits. Là encore, comme le soulèvera un de

nos militants aux Chèques, se pose immédiatement la nécessité d'un piquet de grève pour tout arrêter et mettre en grève le service de jour qui sinon peut écouler le courrier accumulé la nuit. Sans cette perspective, la grève est vouée à l'impuissance et, à terme, à l'effritement. C'est précisément cette perspective que refuseront d'avancer les responsables syndicaux de la CGT, de FO et de la CFDT. Et quand l'épuisement et la démoralisation, inévitables dans ces conditions, vont se manifester, ils appelleront à la reprise du travail. Mais ce qui est particulier ici, c'est que c'est un militant de la LCR, membre de la commission exécutive de la section CGT, qui se chargera de ce sale boulot! Le 12 janvier, lorsqu'il fait reprendre

le travail (alors que rien n'a été obtenu), il en rejette la responsabilité sur les travailleurs qui auraient "manqué de détermination". Que ce soit dans la bouche du capitaine de la LCR ou des jaunes du PCI, c'est la même couverture éculée pour la ligne de défaite et les trahisons bureaucratiques.

Pour gagner, les grèves ont un besoin vital d'une direction armée du programme révolutionnaire. Sa construction implique un combat programmatique, non seulement contre les vieilles directions réformistes, mais aussi contre tous ces prétendus "révolutionnaires", transformés par des années de soutien au front populaire de Mitterrand en pseudopodes de la social-démocratie et en liquidateurs purs et simples.

Afghanistan...

Suite de la page 5

ou de débandade d'unité" (c'est nous qui soulignons). Comme dans tout affrontement militaire entre deux systèmes sociaux, la guerre civile en Afghanistan est une lutte politique. L'intervention de l'armée soviétique a introduit en Afghanistan des médecins et des hôpitaux, des écoles et l'alphabetisation. Auparavant, voilées et invisibles, les femmes afghanes ont été introduites dans la vie publique. Plus de 300000 familles paysannes ont reçu de la terre. Ce progrès social aide à gagner la guerre contre la contre-révolution islamique. James Steele, dans un article du *Guardian* de Londres du 25 février 1986, cite un paysan de la vallée du fleuve Kaboul qui a rejoint la milice de son village après avoir été libéré de sa dette et reçu un lopin de terre: "Nous ne permettons à personne d'être contre la révolution dans ce pays."

Les "démocrates" de guerre froide ont bien entendu rallié Reagan et les autres chefs impérialistes pour chanter les louanges de la "résistance démocratique" afghane. Dans un article du *New York Review of Books* (18 décembre 1986), Jeri Laber, membre du Comité de surveillance des accords d'Helsinki, fulmine contre l'"expansionnisme soviétique" et se fait le défenseur de la réaction féodale: "Sous couvert d'apporter le progrès, les Soviétiques poursuivent une politique expansionniste en Afghanistan. Mais le progrès qu'ils proposent aux Afghans -- alphabétisation, développement industriel, économie centralisée et égalité des sexes -- n'est pas ce que veulent la plupart des Afghans [...] [...]. La plupart des Afghans sont attachés à leur mode tribal et veulent qu'on les laisse tranquilles." Laber décrit les guérilleros islamiques comme de preux défenseurs des petits enfants contre l'éducation malfaisante des Soviétiques ("endoctrinement à long terme") et parle en termes chaleureux des kidnappings et de la "réhabilitation" des enfants par les moudjahids pour en faire des espions et des assassins.

Pendant sept ans, les libéraux et les médias ont présenté les contras afghans comme des gentilshommes étouffés par le totalitarisme soviétique. Pourtant, cette même presse impérialiste a quelques difficultés à faire le silence sur la filière afghane de la drogue. Le 18 juin dernier le *New York Times* citait un chef moudjahid qui expliquait: "Nous devons cultiver et vendre de l'opium pour mener notre guerre sainte contre les incroyants russes." Quand l'armée pakistanaise a voulu s'attaquer aux trafiquants de drogue à Karachi, les "combattants de la liberté" ont donné une image d'eux-mêmes bien plus précise. Pour défendre leur commerce lucratif des bandes d'Afghans et de Pathans pakistanais se sont lancés dans un pogrome contre les quartiers habités par des Muhajirs, des réfugiés musulmans venant de l'Inde. Armés de couteaux, de haches et d'armes automatiques fournies

par les chefs moudjahids, ils ont traîné les femmes et les enfants muhajirs dans la rue et les ont battus et tués à la hache. Après cinq jours de pogrome, on a dénombré 160 morts et des centaines de blessés.

DE LA "REVOLUTION D'AVRIL" A LA "RECONCILIATION NATIONALE"

Les moudjahids islamiques combattent l'"infidèle communiste athée" dans le but de préserver une société basée sur le plus cruel parasitisme social, la criminalité et l'esclavage. L'Afghanistan d'avant 1979 était un trou sordide où l'émigration était pratiquement une aspiration nationale. Le revenu par habitant était de 200 dollars par an. Les femmes étaient étouffées sous des mètres de tissu les couvrant de la tête aux pieds. Analphabètes et maintenues dans l'ignorance, elles étaient vendues comme du bétail selon le système de l'achat des épousées. Les propriétaires fonciers et les khans tribaux

ont injecté des millions de roubles sous la forme de biens de consommation et de projets industriels, et ouvert des mines, des puits de pétrole et des usines hydroélectriques.

Les changements les plus spectaculaires se sont produits dans la condition des femmes. Libérées du tchador, 5000 femmes ont pris les armes et se sont intégrées aux milices de la République démocratique d'Afghanistan. Auparavant recluses et asservies, nombre de femmes travaillent aujourd'hui dans l'industrie afghane. Par exemple, les ouvrières de l'usine de textile Gurzagah à Kaboul sont syndiquées et bénéficient d'une crèche et d'un dispensaire gratuit dans l'usine. Il n'y pas si longtemps que ça, il était interdit aux médecins de toucher une femme, et quand des féministes allemandes essayèrent de monter un centre de soins dans un camp de réfugiés au Pakistan, elles échappèrent de peu au lynchage par les mollahs et les chefs tribaux. Les moudjahids ont abattu plus de 2000 instituteurs parce



Les insurgés féodaux assassinent les maîtres d'école parce qu'ils apprennent à lire à des jeunes filles et à des femmes.

détenaient littéralement le droit de vie ou de mort sur la masse des paysans en contrôlant 42% des terres cultivables et les systèmes d'irrigation. La moitié des enfants mourraient avant l'âge de cinq ans et l'espérance de vie était de quarante ans.

La "révolution d'avril" 1978 était essentiellement un coup d'Etat militaire qui installa le Parti populaire démocratique au pouvoir. Front nationaliste petit-bourgeois composé de fonctionnaires, d'enseignants, d'étudiants et d'officiers, le PPDA n'avait aucune base parmi les masses paysannes ou la minuscule classe ouvrière urbaine. A la tête d'un des pays les plus primitifs et traditionalistes de la terre, il avait très peu d'appuis y compris pour les réformes démocratiques des plus limitées qu'il introduisit; c'est-à-dire, une redistribution des terres, l'école obligatoire pour les deux sexes, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'est en particulier les mesures tendant vers l'égalité pour les femmes qui alimentèrent la résistance réactionnaire.

Face à la défaite certaine de ces alliés sous les coups d'une Jihad islamique, l'URSS est intervenue dans les derniers jours de décembre 1979. Le mur protecteur des chars et hélicoptères soviétiques a rendu possible un changement social réel. Quelques-uns de ces changements reflètent la terrible arriération de ce pays. Par exemple, le nombre de médecins a augmenté depuis 1979 de 50%, passant à environ 1500, tandis que le nombre de lits d'hôpitaux a doublé pour atteindre 4800! Dans le même temps plus d'un million et demi de personnes ont bénéficié d'un cours d'alphabetisation dirigé par l'Etat, et ce dans un pays où auparavant 90% de la population ne savait ni lire ni écrire. Les Sovi-

qu'ils enseignaient à des jeunes filles et à des femmes.

Cependant, cette avancée vers une transformation sociale est maintenant dangereusement bridée par le gouvernement afghan pour concilier les forces de la réaction islamique. L'enseignement pour les filles n'est plus obligatoire mais "volontaire", ce qui, pour les masses, veut dire son élimination. La réforme agraire a été limitée. Depuis deux ans, le clergé musulman est de plus en plus cajolé par le gouvernement. Ses terres et la dîme échappent à l'impôt ou à la redistribution. Beaucoup de mollahs et de khans sont payés par l'Etat. La nouvelle constitution garantit le "respect, l'observance, la protection de l'islam saint". L'année dernière, Najib a été installé au pouvoir en remplacement de Babrak Karmal (qui lui-même l'avait été au moment de l'intervention soviétique de 1979) en tant que dirigeant du PPDA afin d'"élargir la base" du régime. Najib s'assure qu'on le voit prier dans les mosquées de la région de Kaboul.

Maintenant, et cela ne laisse rien présager de bon, Najib appelle à la réconciliation avec les chefs de bandes meurtriers au compte de la CIA. D'après l'agence de presse afghane Bakhtar, Najib, depuis la tribune du plénum spécial du PPDA du 30 décembre, a appelé à "faire un compromis avec les forces politiques qui sont dans l'opposition" et s'est prononcé pour des "contacts actifs [...] avec des personnalités dirigeantes de l'ancien régime ainsi qu'avec les partis islamiques." Puis, il a ajouté que "la création d'un gouvernement de coalition avec la participation des groupes mentionnés plus haut est possible." La direction du PPDA ne se propose pas de se suicider: Najib fait référence à l'armée

forte de 809000 hommes, aux plus de 170000 adhérents du parti et "aux amis de confiance, forts et loyaux, c'est-à-dire l'Union soviétique." Mais les réformes sociales sont susceptibles d'être négociées: il ne fait aucune référence à la "révolution d'avril".

BALAYEZ LES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES AFGHANS!

Le reportage de l'agence de presse afghane ne faisait aucun mystère que la "réconciliation nationale" venait de Moscou. Après une visite à Kaboul, le ministre des Affaires étrangères soviétique Chevardnadze parlait d'un Afghanistan "souverain et indépendant", "poursuivant une politique de neutralité et de non-alignement". Il ajoutait, quand même, qu'un retrait soviétique "exigerait la fin du soutien aux rebelles apporté par les cow-boys US épris de liberté". Qu'est-ce que le Kremlin propose là? Comme le dit un professeur américain, les Soviétiques "pourraient bien en fait accéder à ce qu'ils décrivent en privé comme une 'finlandisation' de l'Afghanistan -- l'émergence d'un gouvernement de coalition largement non communiste qui ne serait, néanmoins, pas hostile aux intérêts de la sécurité soviétique" (*New York Times*, 6 mai 1986).

Ils peuvent toujours essayer, Mikhail Gorbatchev et Cie n'auront pas une Finlande sur leur crucial flanc sud. L'Afghanistan arriéré ne pourrait jamais maintenir quoi que ce soit ressemblant, même de loin, à une démocratie bourgeoise stable. Même les réformes démocratiques bourgeoises les plus minimes ont provoqué une réaction féodale violente. Il a fallu l'intervention de l'Armée rouge pour les mettre en application. Les staliens du Kremlin continuent à rêver de "détente", de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme. Mais les impérialistes, et particulièrement l'impérialisme US, sont décidés à maintenir l'Afghanistan dans un état d'instabilité en fournissant des millions de dollars d'armes et d'aide aux réactionnaires islamiques. Comme le directeur de la CIA, William Casey, l'a si bien dit, le but des USA est de "saigner les Russes" dans leur campagne de guerre pour "avoir le dessus" sur l'Union soviétique (*Der Spiegel*, 7 avril 1986).

La seule "solution politique" c'est de compléter et d'étendre la transformation sociale commencée avec l'intervention de l'Armée rouge en 1979 en finissant le travail et nettoyer l'Afghanistan de la cabale réactionnaire de propriétaires fonciers, mollahs et autres chefs tribaux. Ceci aurait un impact révolutionnaire dans toute la région. Le Pakistan du général Zia est hautement instable: les peuples baloutches et pashtouns séparés par une frontière de leurs frères tribaux au nord sont déjà attirés par les ouvertures faites par Kaboul et il y aurait des milliers d'opposants pakistanais en exil dans la capitale afghane. Ecraser les fanatiques islamiques afghans ranimerait l'agitation révolutionnaire dans la classe ouvrière de l'Iran voisin qui souffre sous le joug d'un régime théocratique féodaliste des ayatollahs de Khomeiny comme elle avait souffert sous l'exécrable shah.

Ecrivain en 1919, alors que la vague révolutionnaire refluit en Europe centrale, Trotsky faisait remarquer que l'Armée rouge pouvait ouvrir la voie à l'extension de la révolution d'Octobre dans l'Orient, au-delà des frontières de l'ancien empire tsariste: "Nous avons jusqu'à maintenant consacré trop peu d'attention à l'agitation en Asie. Cependant la situation internationale, à l'évidence, prend une tournure telle que la route de Paris et de Londres passe par les villes d'Afghanistan, du Panjab et du Bengale [...]. Naturellement, cela fait longtemps que nous avons en tête la nécessité d'aider la révolution en Asie et nous n'avons jamais abandonné l'idée de guerres révolutionnaires offensives" (*The Trotsky Papers*, vol.1 (1917-1919), [traduit par nos soins]).

Dans le cadre du seul Afghanistan, il n'existe pas de solution à l'oppression nationale et sociale. Ces questions

Pourquoi
l'URSS
n'est pas
capitaliste

Ligue trotskyste de France
tendance spartaciste
internationale

12F port inclus
Chèque à l'ordre de: "Le Bolchévik"
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

sont liées, historiquement et socialement, au sort de la Révolution russe. Il suffit de regarder l'Asie centrale soviétique toute proche pour voir les acquis arrachés par la libération prolétarienne de ces régions précapitalistes par les courageux agitateurs bolchéviques et l'Armée rouge. Comparé à l'Afghanistan d'aujourd'hui, le progrès social dans ces régions doit être mesuré non pas en décennies mais en siècles, et ce, malgré la dégénérescence stalinienne de l'Etat ouvrier soviétique.

Gorbatchev, s'adressant au congrès du PCUS en février dernier, qualifiait la guerre afghane de "blessure saignante". Le *Far Eastern Economic Review* (14 août 1986) rapporte que "Gorbatchev a dénoncé devant le 27e congrès du parti, la théorie de 'guerre révolutionnaire' comme une hérésie trotskyste, complètement opposée au marxisme". *Aujourd'hui, aussi, nous sommes encore plus fermement convaincus que promouvoir des révolutions de l'extérieur, et d'autant plus par des moyens militaires, est futile et inadmissible.*" Dans un discours à Vladivostok en septembre dernier, il a annoncé le retrait de régiments soviétiques d'Afghanistan présentant le fait comme faisant partie d'une initiative plus large destinée à améliorer les relations avec la Chine. De plus, le Kremlin a "cherché dans les derniers mois à donner l'impression qu'il poussait le Vietnam à chercher plus activement un accord négocié au Cambodge" (*Washington Post*, 7 janvier). Il est certain qu'il serait souhaitable de voir la fin de l'hostilité entre l'Union soviétique et la Chine. Mais pas aux dépens de l'Afghanistan et de l'Indochine!

Il y a quelques années, nous avons suggéré une réponse bien différente aux impérialistes, pour l'internationalisme révolutionnaire prolétarien plutôt qu'un accommodement bureaucratique nationaliste. *"Quelle réponse ces provocations américaines démentes nécessitent-elles? En premier lieu, arriver à un accord avec les Chinois [...] Rectifier les traités du XVIIe siècle (et ceux d'après) entre les tsars et les empereurs mandchous. Un geste généreux explicitement motivé: 'Bon, il semble que les USA vont s'en prendre à nous maintenant, et nous n'avons pas besoin de vous autres pour nous attaquer par derrière. Et pendant que vous y êtes, relâchez votre pression sur les Vietnamiens afin qu'ils puissent enfin nettoyer le merdier cambodgien.' [...] Ensuite, nettoyer l'Afghanistan. [...] Mais au lieu de capituler devant les mollahs réactionnaires, en limitant la réforme agraire et les campagnes d'alphabétisation, les Soviétiques devraient y introduire de l'argent sur une large échelle: la terre à ceux qui la travaillent et le crédit bon marché, des programmes de santé, etc. Mais cela signifie la révolution sociale, un bond en avant prodigieux de l'arriération féodale jusqu'à la dictature du prolétariat portée à bout de bras par l'Armée rouge soviétique. Mais ça ne cadre pas avec la politique de détente et de révolution 'par étapes' du Kremlin. Le réformisme à l'étranger, en se conciliant les forces de la réaction, sape la défense de l'Union soviétique" (le *Bolchévik* n° 35, octobre 1982).*

L'Afghanistan doit devenir une république ouvrière indépendante avec une frontière ouverte avec l'URSS et une monnaie convertible en roubles. La Mongolie en est un modèle. Une assemblée ouvrière afghane pourrait avoir un échange d'observateurs avec le soviét d'URSS. Mais il faudra une révolution politique prolétarienne pour restaurer l'Armée rouge et l'Etat soviétique dans leur mission révolutionnaire et internationaliste, en défendant et en étendant les acquis de la grande révolution d'Octobre. C'est seulement avec la défaite de l'impérialisme internationalement par des révolutions ouvrières sous la direction d'un parti trotskyste mondial de la révolution socialiste, qu'on pourra jeter les bases pour une véritable égalité sociale de tous les peuples.

-- Adapté de *Workers Vanguard* n°420

Tchad...

Suite de la page 16

un des plus artificiels de tous les Etats d'Afrique: un morceau de Sahara au nord, un bout de Sahel au centre et au sud une portion de zone équatoriale (le "Tchad utile"); moins de quatre millions d'habitants parlant plus de cent langues différentes. Pour couronner le tout, le régime néo-colonial particulièrement brutal, corrompu et tribaliste du "sudiste" Tombalbaye. Fin 1967, le Tchad sombra dans la guerre civile. L'intervention, pendant quatre ans (1968-72), d'un corps expéditionnaire français de plusieurs milliers d'hommes aux côtés du régime Tombalbaye et une répression féroce (plus de 3000 morts) ne réussirent pas à rétablir un régime néo-colonial stable. De ralliements en retournements d'alliances, et malgré une nouvelle intervention française massive en 1978, le pouvoir sera sans cesse disputé entre un nombre croissant (plus d'une dizaine) de factions armées, les "tendances politico-militaires" basées en fait sur tel ou tel groupe ethnique. Depuis 1982, les FANT d'Habrè ont pris le dessus sur les autres bandes armées. Mais ce régime reste ultra-minoritaire et donc instable: les FANT sont basées sur l'ethnie Gorane, une tribu du Tibesti représentant 2% de la population, et se sont livrées ces dernières années à de sanglantes exactions contre les populations du sud.

AU TCHAD, PAS DE SOLUTION DANS LE CADRE NEO-COLONIAL

Il est particulièrement fallacieux de présenter la guerre actuelle comme un conflit "national" entre le Tchad et l'"envahisseur" libyen. Certaines factions tchadiennes sont encore des alliés de Kadhafi, ou peuvent rapidement le redevenir -- ainsi Goukouni Oueddeï, chef du GUNT dont le ralliement à Habré, en décembre, avait donné le signal de l'offensive des FANT, s'est le 2 janvier à nouveau déclaré pour Kadhafi. De plus, la Libye n'est pas une "force étrangère" dans le nord du Tchad (et certainement moins que les bandes d'Habrè dans le sud). De ce fait, aucun régime libyen ne pourrait tolérer sans réagir que s'installe à N'Djamena un pouvoir qui lui soit

violemment hostile -- et Kadhafi sait aussi bien que n'importe qui qu'Habrè est l'homme des Américains au Tchad.

Nous, marxistes, exigeons le retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes (et en particulier françaises) d'Afrique, et nous défendrons inconditionnellement, quel que soit son régime, tout Etat africain agressé par une puissance impérialiste. Mais nous ne défendons pas les frontières artificielles tracées par les colonisateurs dans la chair des peuples de l'Afrique, au mépris de tous les liens ethniques, historiques et économiques. Il est absurde d'espérer que des nations vont pouvoir se construire à l'intérieur de ces Etats arbitraires: il faudrait pour cela le développement d'économies nationales fortes qui puissent intégrer les masses paysannes des diverses ethnies, peuples, etc., dans une même économie nationale. Les bourgeoisies "nationales" parasitaires et corrompues, qui vivent d'import-export ou des prébendes d'appareils d'Etat tout aussi parasitaires et qui sont totalement subordonnées à l'impérialisme, en sont parfaitement incapables. D'où la logique génocidaire des conflits ethniques à répétitions. La seule force à même d'assurer un véritable progrès social et économique, c'est le prolétariat des grands centres urbains et miniers, en particulier ceux du Maghreb, d'Egypte, d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique du Sud. Dans l'empire colonial des tsars, après la révolution d'Octobre 1917, le prolétariat victorieux de Petrograd et de Moscou avait étendu les acquis de la révolution socialiste dans les coins les plus reculés de l'Asie centrale, ralliant à sa cause les couches les plus opprimées de la paysannerie et écrasant la résistance des féodaux, chefs de clans et de tribus. Il serait absurde et réactionnaire, au nom du "respect" de frontières artificielles, d'interdire à l'avance aux ouvriers victorieux de Tripoli, d'Abidjan ou de Johannesburg de porter l'incendie révolutionnaire au Tchad, en Centrafrique ou au Zaïre.

La véritable autodétermination des peuples d'Afrique nécessitera la destruction par le prolétariat victorieux des grands centres urbains, sous la direction de partis léninistes-trotskyistes, du fatras réactionnaire des Etats néo-coloniaux. Troupes françaises hors d'Afrique! Mitterrand-Chirac, bas les pattes devant la Libye! ■

Marseille ...

Suite de la page 3

de cheminots, très déterminées. Répondant à nos questions, celles-ci nous expliquent avec une fierté justifiée que depuis le 31 décembre, elles sont chaque jour à tour de rôle sur les piquets. La veille au soir, alors que les flics les poursuivaient sur les voies jusqu'à une heure du matin, ceux-ci ont fini par leur demander si elles n'étaient jamais fatiguées et si elles n'avaient pas de gosses à garder. Réponse cinglante des femmes: "D'abord ça ne vous regarde pas, c'est le comité qui s'occupe de la garde des gosses!" Un comité de solidarité de femmes de cheminots s'est en effet constitué dès le début de la grève à l'initiative de trois d'entre elles; dès la première réunion, elles étaient 80, prêtes à associer immédiatement leurs forces à celles de leur mari. Depuis, elles organisent avec un certain succès une solidarité financière auprès des municipalités, des commerçants de la ville et des ouvriers des entreprises de Fos, participent aux manifestations sous leur propre banderole. Mais surtout, elles organisent les gardes d'enfants afin de pouvoir être présentes à tour de rôle sur les piquets où elles montrent plus de détermination que les grévistes eux-mêmes comme le soulignait la presse locale: *"Les femmes des cheminots de Miramas étaient présentes [à la manifestation CGT du 6 janvier] [...]. Plus fermes peut-être que leurs époux, elles ont refusé de lever le barrage de Miramas auquel ces femmes de grévistes participent activement depuis le 31 décembre"* (le *Provençal*, 7 janvier). Cette combativité, qui ne s'était pas démentie depuis le début de la grève, témoigne encore une fois de l'énorme potentiel révolutionnaire et de l'extraordinaire puissance politique contenus chez les femmes de la classe ouvrière, dont l'isolement au foyer se brise dans le feu de la lutte sociale.

En quelques semaines, la classe ouvrière de cette ville a réaffirmé son existence, sa détermination et ses potentialités. Mais Marseille reste une poudrière de tensions où la forte population immigrée, repoussée dans des ghettos, reste en butte aux attaques racistes quotidiennes sans qu'aucune action de défense réelle n'émane de la classe ouvrière "blanche". La manifestation du 10 décembre pour protester contre l'assassinat de Malik avait rassemblé en masse les travailleurs immigrés et leur famille et les travailleurs "blancs". Les luttes dures qui viennent de se dérouler ne font que poser plus crûment la nécessité de se débarrasser des directions réformistes chauvines qui sont l'obstacle principal à ce que cette force et ces traditions vivantes de lutte de classe soient mises au service de la défense de tous les opprimés, et en particulier les travailleurs immigrés et leur famille, dans le cadre d'un combat général contre l'oppression capitaliste. ■

avant-garde; elle se prétend elle-même n'être que l'expression de la conscience "moyenne" des ouvriers à un moment donné. Au cours de la lutte, les ouvriers sont amenés à reconnaître les obstacles auxquels ils sont confrontés et à s'approprier des parties du programme révolutionnaire. Par exemple, les grévistes de l'antenne de la gare du Nord, partis avec une perspective corporative, en sont venus à la compréhension qu'ils affrontaient la politique d'un Etat bourgeois et donc qu'il aurait fallu étendre leur grève. La force du parti révolutionnaire -- expérience accumulée de toute la lutte des classes -- est précisément sa capacité d'anticiper afin d'armer le plus efficacement possible les travailleurs et de les diriger contre l'ennemi de classe. Le deuxième round contre l'austérité capitaliste est inéluctable. De la construction d'un tel parti dépendra son issue victorieuse -- un parti qui luttera pour un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie et établira une économie collectivisée et planifiée, les bases pour la reconstruction socialiste de la France. ■

LO ...

Suite de la page 4

était en voie de paralyser l'économie du pays tout entier!

Et pour bloquer la production, il faut empêcher les jaunes et la maîtrise de la faire redémarrer. Si on n'y réussit pas, la grève sera brisée. C'est à cela que servent les piquets de grève de masse qui permettent d'organiser dans l'action l'ensemble des grévistes, et les piquets volants pour étendre le mouvement à d'autres secteurs. Or LO est contre les piquets de grève. On l'a vu récemment à Renault-CDK (dans la région rouennaise) où Démocratie ouvrière, le syndicat dirigé par LO, organise les mêmes "piquets filtrants" que les bureaucrates staliniens et où un de ses dirigeants a même traversé les piquets de grève des dockers CGT (cf. le *Bolchévik* n° 67, octobre 1986).

La brochure de LO abonde par ailleurs en critiques contre la coordination des agents de conduite de la gare du Nord. Mais les cheminots de la gare du Nord ont organisé des piquets de grève qui ont bloqué tout trafic pendant plus d'une semaine. Et c'est pour cette raison que la gare du Nord et les autres dépôts, comme Chambéry, où des piquets étaient à l'oeuvre, sont devenus aux yeux de tous les cheminots et de tous les ouvriers conscients (ainsi qu'aux yeux de l'ennemi de classe) les phares, les citadelles du mouvement. Car les cheminots savaient que le sort de la grève allait se jouer sur les piquets de grève, et pas dans les conférences de presse et les manifs de la coordination de LO devant la direction de la SNCF.

Ce n'était pas l'avis des dirigeants de LO: pour eux, comme pour les bureaucrates de la CGT et de la CFDT, un piquet de grève c'est au mieux une action isolée, minoritaire, qui provoque inutilement la "division" entre grévistes et jaunes (bien qu'on ne trouve jamais ce mot malsonnant dans la presse de LO, qui préfère toujours parler de "non grévistes").

Pour triompher de l'obstacle des directions réformistes, qui ne veulent pas toucher à l'ordre capitaliste, il faut un parti révolutionnaire avec une perspective politique: un gouvernement ouvrier qui exproprie la bourgeoisie et brise la résistance des exploités. Il faut vouloir prendre le pouvoir. Les dirigeants de LO ne le veulent pas. Il n'est donc pas surprenant qu'ils ne sachent ni comment gagner une grève comme celle de la SNCF, ni aider les ouvriers à en tirer le bilan. ■

Chiraquie ...

Suite de la page 7

rienne, dont la tâche stratégique consiste non à réformer le capitalisme, mais à le renverser, est d'"aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion: la conquête du pouvoir par le prolétariat!" (Trotsky, le *Programme de transition*).

LO est incapable d'être une telle

La guerre au Tchad: une expédition antilibyenne

28 janvier -- Avec l'appui des troupes et de l'aviation française, les bandes armées du régime pro-occidental d'Hisène Habré se sont lancées, à la mi-décembre, à la conquête du nord du Tchad -- le Borkou-Ennedi-Tibesti ou BET -- tenu par l'armée libyenne et les factions tchadiennes alliées à Kadhafi, notamment le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) d'Acheikh Ibn Oumar. Le 2 janvier, une colonne de 3000 soldats des Forces armées nationales tchadiennes (FANT) d'Habré a pris d'assaut le poste de Fada, dans l'ouest du BET, anéantissant une garnison de plusieurs centaines de Libyens et de combattants du CDR. Pendant ce temps, une colonne d'un millier de gouvernementaux disputait à Kadhafi et à ses alliés la place de Zouar, dans les montagnes du Tibesti, et s'en serait maintenant rendue maître. Si cela se confirme, on peut s'attendre à une attaque en règle contre une des principales places fortes libyennes dans le BET, Faya-Largeau ou l'aérodrome de Ouadi-Doum, et à des affrontements directs de grande ampleur opposant l'armée libyenne aux paras et aux Jaguar français. Il faut mettre fin sur le champ à cette sinistre aventure militaire néo-coloniale de Mitterrand-Chirac. Troupes françaises hors du Tchad!

UNE GUERRE NEO-COLONIALE CAMOUFLÉE

Peut-être ces affrontements ont-ils déjà commencé. Comment le savoir? En fait de "sources d'informations", la presse française se contente des communiqués de victoire tartariques de la clique Habré à N'Djamena et des confidences de "sources militaires bien informées à Paris". Or l'état-major français met à profit la guerre du Tchad pour tester, en temps de paix et à petite échelle, les mécanismes de désinformation à employer dans un affrontement plus direct avec le bloc soviétique. Le numéro de septembre de son magazine *Armées d'aujourd'hui* exposait clairement ce plan de mobilisation générale des médias: "Un chapitre particulier de l'ordre d'opération est consacré à la 'manoeuvre médiatique'. Lors des réunions de préparation ou de conduite des actions, le chef d'état-major des armées



Der Spiegel
Kadhafi, l'homme à abattre pour les impérialistes français et américains.



L'un des Jaguar des forces françaises basées à N'Djamena.

Troupes françaises hors d'Afrique!

(CEMA) est assisté en permanence du chef du Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) [...]. Ses propositions d'actions sont soumises à l'approbation du CEMA, voire du ministre, au même titre que les actions militaires." Dans ce même article, les têtes galonnées s'inquiétaient aussi de la "fiabilité" des journalistes et proposaient "l'élaboration d'un statut de correspondant de crise, superhabilitation donnée en nombre limité à des journalistes privilégiés mais tenus à des règles strictes [...]. Ce statut permettra de faire appel à des journalistes conscients de leurs devoirs civiques." A l'époque, cette amicale proposition de mise au garde-à-vous fut assez fraîchement accueillie par la presse bourgeoise "libre et responsable". Aujourd'hui, cette même presse reproduit pourtant sans broncher le bourrage de crânes mitonné dans les bureaux de l'état-major.

Cependant, malgré la "manoeuvre médiatique", l'engagement français dans les combats ne fait aucun doute. Soutien logistique, d'abord. Depuis début janvier des centaines et des centaines de tonnes d'armements en tous genres -- armes légères, munitions, camions, automitrailleuses, missiles antichars et antiaériens, canons de 155 -- ont été expédiés de Nantes à N'Djamena grâce à une noria d'avions-cargos américains Galaxy. Les troupes des FANT se sont lancées à l'assaut de Fada à partir d'une base logistique avancée établie par l'armée française à Kalaït, sur le 16e parallèle -- base qui a été attaquée à la roquette par un détachement libyen le 11 janvier. Officiellement, Mitterrand-Chirac font encore mine de respecter la "ligne rouge" du 16e parallèle. Dès le 5 janvier, *Libération* annonçait que "de source militaire, on ne dément plus par ailleurs la présence de 'quelques' soldats français au nord du 16e parallèle, ni le survol des zones de combat par des avions d'observation [...]". Le 25, un hélicoptère de transport Puma s'est écrasé à plus de

50 km au nord de ladite "ligne rouge", soi-disant au cours d'une mission de "reconnaissance". Et le général Saulnier, chef d'état-major de l'armée française, déclarait le 12, au cours d'une visite à N'Djamena: "Nous sommes intervenus au nord du 16e parallèle dans le passé, à plusieurs reprises, et, aujourd'hui, compte tenu de la situation nouvelle, nous ne nous interdisons pas d'intervenir encore au nord si cela nous semble utile" (*Le Monde*, 13 janvier).

NEO-COLONIALISME ET ANTI-SOVIETISME

Si Mitterrand-Chirac se sont lancés d'un commun accord, et avec l'aide pressante de Reagan, dans cette aventure néo-coloniale, ce n'est pas pour récupérer les quelques arpents de désert du BET. Face à la Libye de Kadhafi, régime nationaliste bourgeois client et "substitut" de Moscou -- autrement dit incarnation fantasmée de l'"expansionnisme soviétique" aux yeux de Reagan et des despotes africains pro-occidentaux --, la France, avec ses paras, la Légion étrangère, ses Jaguar, ses bases, ses barbouzes, tout son attirail néo-colonial, est encore (avec l'Afrique du Sud) le pilier militaire de l'"Occident chrétien" en Afrique. Si Kadhafi est devenu pour Reagan l'homme à abattre par tous les moyens, Paris espère que des revers militaires libyens suffisamment graves (jointes au travail de persuasion des barbouzes français) pourraient inciter son armée à renverser Kadhafi. En mai dernier, Mitterrand-Chirac avaient refusé l'autorisation de survoler le territoire français aux bombardiers F-111 envoyés bombardier Tripoli et Benghazi, critiquant ce raid terroriste de Reagan pour son "inefficacité". (Il n'avait pas réussi à tuer Kadhafi.) S'ils parvenaient à provoquer la chute du numéro un libyen, les "cohabitants" justifieraient *a posteriori* leur attitude aux yeux de l'impérialisme US -- lequel, à l'époque, n'avait pas apprécié

autre mesure ces finesses de la "grande politique" mitterrand-chiracienne.

Son rôle militaire en Afrique noire est capital pour l'impérialisme français. C'est largement parce que Paris tient ce "créneau" important du dispositif militaire antisoviétique mondial de l'impérialisme que la France peut encore prétendre jouer à la "grande puissance à vocation mondiale" --, ce que son capital et son industrie délabrés ne devraient plus lui permettre de faire. Et aujourd'hui que des troupes cubaines sont en Angola (où elles ont sauvé l'indépendance de ce pays face à la machine de guerre de l'apartheid et à ses fan-toches), au Mozambique et en Ethiopie, Washington ainsi que les Mobutu, Eyadema et autres Bongo veulent être bien sûrs qu'ils peuvent compter sur la soldatesque néo-coloniale française. On trouve dans un ouvrage du CHEAM (Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes) intitulé *la Politique militaire de la France en Afrique* (1984) le fond de d'affaire: "Aujourd'hui, face à une Afrique noire où l'influence soviétique, de l'Angola au Mozambique, en passant par le Congo, le Bénin et l'Ethiopie, s'est considérablement développée, la perception française relève plus que jamais d'une optique de rivalité face à l'URSS." Et les anciennes colonies y sont qualifiées de "'prolongement stratégique' de l'Europe occidentale".

De plus, Mitterrand et Chirac espèrent, en stabilisant un "régime fort" à N'Djamena, éliminer l'accroc que représente depuis vingt ans le Tchad en plein milieu du réseau des bases françaises. Après son accession à l'"indépendance" en 1960, le Tchad constituait, de par sa situation géographique exceptionnelle, une plaque tournante pour l'armée française en Afrique. N'Djamena abritait le commandement régional français pour l'Afrique centrale. Hélas! pour Paris, au Tchad, sa politique impérialiste de "diviser pour régner" avait été poussée trop loin. Cet Etat est

Suite page 15